

Serge LATOUCHE

Entre mondialisation et décroissance L'autre Afrique



Collection
La ligne d'horizon

Préface de Gilles LUQUET

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Entre mondialisation et décroissance
L'autre Afrique

Du même auteur :

Critique de l'impérialisme, Paris, Anthropos, 1979.

Faut-il refuser le développement ?, Paris, PUF, 1986.

L'Occidentalisation du monde. Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire, La Découverte, 1989.

La Planète des naufragés, La Découverte, 1991.

L'économie dévoilée, du budget familial aux contraintes planétaires, ouvrage collectif dirigé par Serge Latouche, ed. Autrement, 1995.

La Mégamachine. Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès, La Découverte / MAUSS, coll. Recherches, 1995.
Réédition 2004.

L'Autre Afrique, entre don et marché, Albin Michel, 1998.

Les dangers du marché planétaire, Presses de Sciences Po, 1998.

La Planète uniforme, Climats, 2000

La déraison de la raison économique : Du délire d'efficacité au principe de précaution, Albin Michel, 2001.

Justice sans limites, Fayard, 2003.

Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative, Mille et Une Nuits, 2004.

Le pari de la décroissance, Fayard, 2006

Petit traité de la décroissance sereine, Mille et Une Nuits, 2007.

Serge LATOUCHE

Entre mondialisation et décroissance
L'autre Afrique

Préface de Gilles LUQUET

Collection
La ligne d'horizon

Ce livre est publié
dans la collection *La Ligne d'horizon*
dirigée par Jean-Marc Luquet

Dans la même collection :
Du chômage à l'autonomie conviviale
Ingmar Granstedt

Carnet de voyage en Pologne
François de Ravignan

A paraître :
Carnets de voyage en Inde
François de Ravignan

Aucun respect pour les vaches sacrées
Gordian Troëller - Marie-Claude Deffarge

ISBN 2-952-67606-2
© À plus d'un titre éditions 2007

Préface

France Inter au début du mois de mars 2008, proposait une émission sur les « bakas » ou pygmées comme on les nomme ici. Le journaliste y décrivait la « sortie de la forêt » de ces peuples et la transformation de leurs relations avec les bantous, la part de la population noire qui domine la « modernité africaine ». D'après le reportage, les bakas sont de plus en plus réduits au rang de domestiques... Un effet du développement puisque les forêts nourricières étant détruites à des fins d'exploitation économique, l'arrivée de la « civilisation occidentale » oblige les peuples « archaïques » à adopter, peu ou prou, un mode de vie « urbain » et dépendant.

Dernier avatar illustrant le « développement réellement existant », cette histoire baka convient bien au propos tenu par Serge Latouche : le développement est cause de perte d'identité, de savoir être et de savoir vivre. Des régressions qui empêchent un véritable épanouissement de l'humanité.

Dans les années 1970, François Partant avait déjà dénoncé ce processus. Dans un entretien sur France Culture diffusé en mai 1995, il faisait remarquer que l'Occident était dans une impasse et que, dans cette perspective, l'idée de « retour en arrière » n'était pas du tout absurde ! L'idée d'impasse de cette société moderne, faite de possession et de richesse matérielle, est d'ailleurs développée avec brio par Jean Claude Michéa dans son ouvrage *L'empire du moindre mal*.

Serge Latouche s'est déjà attelé depuis 1986 à la critique du développement, et au débat sur la décroissance à partir des années 2000. Pour lui, ce débat concerne les « pays du Nord », mais aussi l'ensemble de l'humanité et la planète elle-même. En particulier, les fameuses relations « Nord-Sud », la décroissance au Nord étant nécessaire pour que le Sud redevienne autonome. Mieux, nous dit-il, il faut le laisser tranquille... Pour reprendre le mot de Samir Amin, il faut envisager une « déconnexion mondiale » afin que ces peuples trouvent ou retrouvent leur base de vie sans entrave.

Comment décroître ? Le premier acte d'indépendance dépend des habitants des pays du Nord. Il s'agit de « décoloniser notre imaginaire » pour penser les processus qui nous permettront d'avoir une consommation moins liée aux approvisionnements provenant du Sud. Plus généralement, il conviendra de reconsidérer notre mode de vie. Et que peuvent faire les pays du Sud pour que nos efforts convergent avec les leurs ? Notre tradition bien-pensante nous a inculqué l'idée que nous devons les aider, mais ne seraient-ils pas en mesure

de nous aider bien mieux que l'inverse ?

Sous l'impact des pays occidentaux, l'Afrique change de visage. Celui décrit par Georges Balandier dans *L'Afrique ambiguë* à la fin des années 1950 n'a plus cours. A cette époque, le colonialisme « voulait » intégrer l'Afrique dans la modernité et le concert des nations. Aujourd'hui, il y a au moins deux Afriques. Celle qui intéresse, ici, Serge Latouche, c'est l'Afrique de proximité, celle qui résiste à la mondialisation. Contrainte et forcée, laissée pour compte. Celle qui vise l'indépendance ou l'autonomie économique source d'avenir et d'espérance.

Dans *L'autre Afrique*, Serge Latouche anticipait la disparition de l'Afrique du point de vue des grands critères mondiaux en vigueur : statistiquement, l'Afrique hors Maghreb et sans l'Afrique du sud ne représente, au début du vingt-et-unième siècle qu'autour de 1,5 % du PNB mondial ! Au regard des critères économiques, elle n'existe pas. Pourtant, nous rassurait-il, en voyageant sur ce continent, on rencontre toujours des gens qui vivent, mais souvent en « dehors de l'économie ». C'est l'autre Afrique, pas celle des structures de dépendance au marché mondial, pas celle des dirigeants et des élites, celle de « l'homme de la rue » ou des champs. Ou, comme on le dit ici, de la société civile.

Dans ce second livre sur l'Afrique, il approfondit son raisonnement en introduisant un débat sur la société « d'après-développement », qui sévit depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Sa réflexion renvoie aussi à la notion de décroissance, comme le titre de l'ouvrage le mentionne.

Dix ans séparent les deux livres. Aujourd'hui, le mot *décroissance* rassemble une grande partie des gens et des énergies qui s'élèvent contre le dysfonctionnement de notre société. Ce n'est plus seulement une lutte anti-capitaliste, une position contre le néo-libéralisme ou une perspective pour une autre mondialisation.

C'est la prise en compte dans l'urgence des limites de la planète et du cataclysme qui nous menace. C'est aussi la conviction qu'il faut changer d'imaginaire pour se projeter dans un autre avenir et penser autrement que par les filtres étroits de l'économie régissant la vie de tous. C'est la certitude qu'il faut arrêter cette folle course en avant appelée croissance qui nous bouscule aujourd'hui vers les perspectives qui mettent en péril la planète, la biodiversité et l'humanité.

Condamnés, « ils n'ont d'autre choix pour survivre que de s'organiser selon

une autre logique ». « C'est la grande leçon de l'autre Afrique ». Serge Latouche étudie alors l'Afrique dans la mondialisation, dans l'échec de l'occidentalisation malgré la perversion de systèmes comme l'anatocisme. Il la regarde aussi dans cette alternative de la « société civile » où le social passe avant l'économique, où les monnaies qui favorisant les relations en dehors du marché ne fonctionnent pas comme les monnaies nationales, où la logique du don structure une partie des relations entre les personnes regroupées pour survivre... Il propose ensuite ce qui, en Afrique, relèverait d'une perspective positive pour le devenir conjoint de la planète et de la vie.

La décroissance est-elle un luxe pour riches ? Si tel n'est pas le cas, quels pourraient être les liens entre l'Europe et la « voie » africaine ? Serge Latouche invite à « revisiter » des idées comme le « multiculturalisme » ou la notion de « valeurs universelles transcendantes et uniques ». Sur le thème de la démesure et de la « déraison économique », Serge Latouche propose d'opposer « rationalité occidentale » et « sagesse africaine ». Enfin, l'auteur nous invite à reconsidérer les notions de frontières et d'échange dans un chapitre consacré à cette catégorie floue d'économie informelle. Alors, demande-t-il en conclusion, qui peut aider qui ? En tout cas, nous rappelle-t-il, « pour aider sans domination ni arrogance, il faut avoir à demander » !

Peut-être faut-il évoquer ici, pour finir, Albert Tévoédjrè, auteur béninois cité par Serge Latouche. Son livre *La pauvreté, richesse des peuples* indique, selon son éditeur, « les principales alternatives qui peuvent se résumer ainsi :

- non pas une accumulation matérielle dirigée par la course au profit maximal et stimulée par le désir du « toujours plus », mais un bien-être fondé sur la maîtrise des besoins, intégrant toutes les valeurs de culture ;
- non pas des transferts mimétiques de technologie, mais des échanges harmonieux respectant la capacité autonome de chaque partenaire ;
- non pas une « bureaucratie d'Etat » centralisée, parfois arbitraire et toujours rigoureuse, mais une « république coopérative » alliant la liberté de l'esprit et la discipline sociale, où la solidarité et la pauvreté vécues deviennent source d'épanouissement personnel et d'enrichissement collectif ;
- non pas une division internationale du travail, mais l'autonomie créatrice des peuples dans un échange international rééquilibré. »

Avant propos

Suite à la demande insistante de mon ami Jean-Marc Luquet, de chercher des textes non publiés pour en faire un petit livre dans sa belle collection de *La ligne d'horizon*, j'ai rassemblé un certain nombre d'interventions faites ces dernières années, sur le thème de *L'autre Afrique*¹ et disponibles dans un recoin de mon ordinateur. Ces différents textes, postérieurs à la publication du livre, ayant souvent des développements communs, je me suis efforcé de limiter les redites par des coupures (signalées par le signe « (...) ») quand celles-ci n'en compromettent pas la compréhension. Ils ont, certes, été repris au moins pour partie dans mes livres et mes articles récents. Toutefois, il nous a semblé qu'offerts au lecteur non spécialisé, sous cette forme moins formelle et plus accessible, ils présentaient un intérêt. Le premier texte, qui sert d'introduction, *De l'Afrique ambiguë à l'Autre Afrique*, est tiré de la préface faite pour la traduction italienne d'un rapport d'Emmanuel Mounier sur une mission faite en Afrique en 1946. Le second, *L'Afrique dans la mondialisation* est une conférence faite à Bamako (Mali) en septembre 2000. Le troisième *L'autre Afrique entre la décroissance et la mondialisation*, qui donne son titre au recueil, est une conférence faite à Barcelone en Juillet 2007. Le quatrième *L'occidentalisation à l'heure de la « globalisation. Défi européen et sagesse africaine »* est une conférence faite à Dakar en mars 2005. La cinquième, *Rationalité occidentale et Sagesse africaine* est une conférence. Le sixième : *Frontières économiques et communautés en Afrique*, provient d'une communication pour un colloque à Gènes en décembre 2004. Le septième, qui sert de conclusion, *L'Afrique peut-elle contribuer à résoudre la crise de l'Occident ?* est une intervention faite au IV^e congrès international d'études africaines à Barcelone les 12-15 janvier 2004.

S.L.

¹ *L'autre Afrique. Entre don et marché*, Albin Michel Paris, 1998.

Sommaire

1	Introduction • De l'Afrique ambiguë à l'autre Afrique	11
2	L'Afrique dans la mondialisation	19
	L'impact destructeur du marché mondial sur l'Afrique	22
	L'alternative de l'autre Afrique	32
	Conclusion	43
3	L'autre Afrique entre la décroissance et la mondialisation	45
	Le paradoxe africain de la décroissance	46
	Le projet d'une société autonome africaine.....	54
	Conclusion	60
4	L'occidentalisation à l'heure de la « globalisation » Défi européen et voie africaine	62
	L'illusion du multiculturalisme	64
	Plaidoyer pour un pluriversalisme	74
	Ecouter l'autre.....	79

5	Rationalité occidentale et Sagesse africaine.....	81
	La déraison de la rationalité sans limite.	82
	La sagesse démocratique paradoxale de la palabre	88
	Le dialogue des masques	97
6	Frontières économiques et communautés en Afrique ..	99
	Le paradoxe marchand en Afrique et la nébuleuse de la socio économie neo-clanique	101
	Les marchés rencontre africains	110
	Conclusion	116
7	En guise de conclusion • L'Afrique peut-elle contribuer à résoudre la crise de l'Occident ?.....	118
	Le paradoxe de la question	118
	L'échec prévisible du développement « alternatif » à l'africaine.....	120
	L'autre Afrique comme modèle de sortie de l'économie	131
	Conclusion	134

Chapitre

Introduction

De l'Afrique ambiguë à l'autre Afrique

« A la limite, l'Afrique aurait pu faire ce que l'Occident a fini par faire. Si elle ne l'a pas fait, ce n'est pas faute d'imagination ou de moyens, mais parce qu'elle a voulu autre chose ».

Michael Singleton².

J'ai mis le pied sur la terre d'Afrique, pour la première fois, un petit matin de novembre 1964, sur la plaine (aéroport dans le dialecte belge local) de la Ndjili pour rejoindre mon poste de coopérant à Léopoldville, capitale du Congo ex-belge comme on disait alors. Personne n'ayant été prévenu de mon arrivée, je me suis retrouvé seul au milieu d'Africains inconnus dans un pays déchiré par une guerre civile (déjà). Les mercenaires de Moïse Tschombé et les parachutistes belges venaient de prendre le contrôle de Stanleyville, forçant les « rebelles » dont un certain Kabila à se réfugier en brousse.

² *Afriques. Le sens d'une démarche.* in Catalogue de l'exposition Vivant Univers. Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren, 1992.

Entre la plaine et l'hôtel Stanley (siège de l'ambassade de France) où j'ai fini par aboutir, j'ai cru voir défiler les images de l'Afrique immémoriale telle que Marc Allegret, le jeune compagnon d'André Gide, les avait fixées dans les années 20 et qu'Emmanuel Mounier devait les retrouver en 1947. Les femmes aux seins nus faisant la toilette dans le marigot entre les bananiers et les champ de manioc, les cases de pisé aux toits de paille, les couleurs et les odeurs d'une terre épicée à la végétation exubérante.

Cette Afrique ambiguë fut racontée dans les années 30 par Michel Leiris, le collaborateur de Marcel Griaule et de l'expédition ethno coloniale de collecte encyclopédique qui, partie du pays Dogon s'acheva en Éthiopie. C'est encore celle qu'André Gide rencontra dans son voyage au Congo (et au Tchad), lorsqu'il dénonça les excès des compagnies à charte et d'une colonisation abusant du travail forcé. Trente ans plus tôt, l'illustre franco-italien Savorgnan de Brazza avait écrit, avant de mourir, un rapport officiel sur le même sujet. Il y dénonçait, en particulier, la trahison par l'administration coloniale des traités d'amitié qu'il avait signé au nom de la France avec le roi des Batéké. La critique était tellement cinglante que l'on renonça à le publier et, à ce jour, il est demeuré introuvable. C'est cette Afrique-là que visite Emmanuel Mounier à la fin de la deuxième guerre mondiale et c'est aussi de ces abus qu'il se fait l'écho tout en s'efforçant d'en atténuer la portée. C'est aussi plus ou moins dans cette Afrique-là que j'ai atterri 20 ans plus tard. Le souvenir de la chicote (fouet) y était

encore cuisant. Mes premiers étudiants avaient tous été initiés. Du premier coup d'oeil, on reconnaissait le Mossi du Bambara, le Muongo du Muluba. On pouvait même savoir, d'après le type de scarifications faciales, si on avait affaire à un Yoruba casté, un commerçant ou un noble. Mounier traverse cette Afrique, entre colonisation ratée et improbable indépendance, avec un humanisme généreux et porte sur elle un regard où la lucidité se mêle à un insupportable paternalisme. C'est la faillite du projet colonial qui se révèle dans l'impossible décolonisation. Les récents débats en France sur le bilan de la colonisation sont déjà en filigrane dans le diagnostic que Mounier porte dans l'immédiat après-guerre. « Ce n'est pas le moment d'oublier, écrit-il, qu'à travers beaucoup de sottises ou de crimes, notre présence a tout de même apporté au Pays Noir la paix civile, l'initiation à l'hygiène, à l'économie moderne, à la culture ». Introduire au Sud la logique de la croissance et de la modernité sous prétexte de le sortir de la misère créée par cette même croissance, au risque de l'occidentaliser un peu plus, était-ce vraiment une bonne idée ? Mounier n'affronte pas directement la question. (...) Toutefois, dans son chapitre sur « Les mirages du Niger », Mounier se livre à une critique humoristique et féroce de l'office du Niger. Il pense ne dénoncer que le délire d'un technocrate appuyé par un puissant lobby économique, mais en fait, c'est la logique même du développement qui est visé. Celui-ci sacrifie toujours les hommes concrets au bonheur d'une humanité abstraite du futur. Le grand projet d'aménagement du Niger a

d'ailleurs été repris (sans plus de succès) par le Mali socialiste de Modibo Keita. On retrouverait les mêmes dérives et les mêmes excès avec les grands barrages qu'il s'agisse de la Narmada en Inde ou des trois gorges en Chine.

L'Afrique à peine et mal décolonisée où je débarquais était encore proche de celle qui commençait à s'émanciper et que Mounier a traversée. C'était encore l'Afrique des *ndoki* (sorciers), des *nkissi* (esprits) et des *nganga* (guérisseurs), des « évolués » (l'élite africaine) et de la brousse. En 1965, à Tsikapa, alors capitale de l'Union kassaïenne, l'une des vingt et une provinces de l'ex-Congo belge morcelé, on trouvait une petite case de terre et de chaume couronnée d'une bande de calicot qui indiquait « Ministère de la Statistique ». Si l'on poussait la curiosité jusqu'à franchir le seuil de terre battue, on découvrait une pièce unique séparée en deux par une étoffe pendue à une ficelle. Dans l'un ou l'autre des deux *bureaux*, quand on demandait à la *mama* en train d'ajuster indéfiniment son pagne rutilant, si des documents et des informations étaient disponibles, on s'entendait invariablement répondre : « Pas encore, on attend les ordinateurs ». Il y a un peu plus d'un quart de siècle à peine, alors que les mondes de couleur étaient officiellement délivrés de la présence des Blancs, l'occidentalisation avait ce parfum de canular insolite, comme ces vieilles photos de chefs coutumiers portant un chapeau haut de forme, au milieu de leurs *regalia* traditionnels.

Aujourd'hui, la mondialisation est passée par là. Les

satellites de télécommunication sont lancés. Les interconnexions se mettent en place. Les autoroutes de l'information sont en chantier. Les relais sont assurés pour que les marchés financiers fonctionnent comme une place unique ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les informations, les spectacles, les modes, les ordres et tous leurs contenus circulent instantanément, en temps réel, du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est. Les rideaux de fer et de bambou eux-mêmes n'y ont pas résisté ; la pauvreté et la déréliction tropicale n'y ont pas fait obstacle.

Aujourd'hui, lorsqu'on débarque au cœur de l'Afrique noire, à Ouagadougou, capitale du Burkina-Faso, on trouve dans le centre de la ville officielle les *mêmes* architectures de verre et d'acier, les *mêmes* autoroutes (sur quelques kilomètres seulement...), les *mêmes* encombrements que dans n'importe quelle métropole... Les cybercafés, les téléphones portables sont partout. Le climat, la couleur locale, l'état dégradé des installations, la façon originale d'habiter les défroques étrangères créent certes un irréductible dépaysement. Il serait malhonnête de le nier. Cependant, le centre de la capitale, avec ses infrastructures, ses équipements, ses bâtiments administratifs, ses installations économiques et financières, bat au rythme de la *technopole transnationale*. Cette petite métropole de la savane africaine est branchée sur la grande cité monde. La planète est en passe de devenir un village. Un certain exotisme colonial a disparu. Il n'y a plus de femmes au seins nus et les citoyens ne portent plus leur carte d'identité sur leur visage.

Dans la ville elle-même, toutefois, on voit des spectacles insolites. Sorti des deux ou trois artères principales, officielles et mimétiques, on plonge dans un monde différent. De pittoresques enseignes peintes de couleurs vives annoncent les échoppes les plus diverses : jeunes poulets télévisés (cuits à la broche derrière une vitre), coiffures africaines, dolotières (fabricantes et vendeuses de bière de mil), réparations en tout genre. Les innombrables *tabliers* (marchands installés devant une table) et *sauveteurs* (vendeurs à la sauvette) encombrant les trottoirs ; les marchés diurnes ou nocturnes sont le lieu des trafics les plus inattendus ; les ustensiles divers sont fabriqués avec de la ferraille de récupération, les chaussures avec des pneus usagés, les fameuses statuettes de bronze coulées à cire perdue sont faites avec des carters et des bobines de dynamo provenant de voitures à la casse. C'est le règne des *débrouillards* comme se désignent eux-mêmes les acteurs de l'économie souterraine. C'est une autre planète. Cet autre monde vit au sein de la métropole, entretient avec elle des rapports complexes et multiples. La vitalité, la créativité, le dynamisme de cette sphère *informelle*, sont moins liés à la mascarade de la modernité du centre urbain qu'au monde étrange qui encercle la ville. Moins indifférent au développement par la force des choses que leurs frères de la campagne, ce petit peuple des marges urbaines est constitué aussi d'exclus de la *grande société*.

Il y a désormais deux Afrique, une Afrique officielle et l'autre Afrique. L'économie officielle mimétique et

décultrée est celle que présentait et redoutait Mounier lorsqu'il stigmatisait « ces renégats (qui) n'arriveront qu'à produire, dans l'écume de quelques grandes villes, de faux Européens, des Européens en contre-plaqué, qui ne seront ni d'Europe, ni d'Afrique, mais de la patrie lamentable des ratés et des pantins ». Cette Afrique officielle a bel et bien été battue (rappelons que le Produit Intérieur Brut de toute l'Afrique subsaharienne représente moins de 2% du produit mondial). (...) L'autre Afrique est celle de l'auto organisation des exclus. On pouvait la pressentir à Kinshasa en 1964, et nous l'avons observée en particulier à Grand Yoff, dans les années 90, mais il était impossible à un Blanc de l'imaginer en 1947. (...)

Véritable société alternative en attente potentielle d'une reconnaissance par une émergence sur la scène politique et internationale, cette expérience subit tout de même les menaces répétées d'une mondialisation triomphante et arrogante (même en crise).

L'invasion des média internationaux à travers radios, télé, internet, téléphones portables a des effets corrosifs sur le lien social par la colonisation de l'imaginaire. Il suffit de penser au désir des jeunes de quitter ce qu'ils finissent par considérer comme un enfer pour les paradis artificiels du Nord contre les portes desquels ils vont se fracasser. L'arrivée massive des produits de consommation de masse chinois très bon marché fait parfois concurrence aux artisans de la récupération qui avaient triomphé des exportations manufacturées européennes. Les processus d'individuation, sans engendrer

un véritable individualisme, réussissent à entamer la solidarité qui fait tenir l'univers alternatif. Enfin, la pollution sans frontière rend de plus en plus invivable un environnement dégradé. Une véritable société de consommation de seconde main avec des vieilles bagnoles déglinguées, des téléphones portables qui ne fonctionnent pas, des ordinateurs de récupération, et tous les rebuts de l'Occident, ronge comme un cancer la capacité de résister dans la dissidence. Il est à souhaiter que la crise au Nord arrive à temps, pour laisser toute sa chance à l'autre Afrique.

Quoiqu'il en soit, la leçon de l'autre Afrique est à retenir. Elle réside dans la construction d'une possible alternative au délire techno économique de l'Occident. La démonstration est faite de la capacité de survie par les stratégies relationnelles fondées sur l'esprit du don et la démocratie de la palabre. L'Afrique, a-t-on pu écrire, est un continent en réserve de développement. Nous pensons que l'Afrique effectivement est un continent en réserve, pas du développement qui y a fait faillite, mais bien d'un après-développement. Entre l'Afrique ambiguë qu'a visitée Emmanuel Mounier et la double Afrique actuelle (l'autre Afrique et l'Afrique officielle) il y a eu le naufrage de la décolonisation et de ce développement dont son paternalisme humaniste rêvait pour l'ex-empire français tout en voulant préserver son authenticité. Une gageure impossible.

L'Afrique dans la mondialisation

Ce qu'on ne perçoit pas, ou ce qu'on perçoit mal, c'est que l'Afrique est dans doute le seul continent à produire encore de la relation sociale ou, plus précisément, à innover socialement (...) Le continent africain fabrique l'« antidote » sous nos yeux, mais nous ne le voyons pas. Ce qu'on a appelé l'« afro-pessimisme » est sans doute l'une des plus grandes fautes de jugement de ces vingt dernières années. La vitalité protéiforme du continent noir pourrait bien produire, quelque jour, le miracle africain. Ce n'est pas une certitude, seulement un pari et un espoir. Ils ne sont pas dénués de raisons. »

Philippe Engelhard³

La mondialisation, ou *globalisation* comme disent les anglo-saxons, est un concept à la mode. Les évolutions récentes l'imposent ; il fait partie de l'esprit du temps. En quelques années, sinon en quelques mois, tous les

³ Philippe Engelhard, *L'homme mondial*, Arlea, 1996, pp. 28-29.

problèmes sont devenus *globaux* : la finance et les échanges économiques, bien sûr, mais aussi l'environnement, la technique, la communication, la publicité, la culture et même la politique. Aux Etats Unis surtout, l'adjectif *global* s'est retrouvé tout d'un coup accolé à tous ces domaines. On parle des pollutions *globales*, de la télévision *globale*, de la *globalisation* de l'espace politique, de la société civile *globale*, de la gouvernance *globale*⁴, du *techno globalisme*⁵, etc. Sans doute, le phénomène qui se cache derrière ces mots n'est pas si nouveau. Des voix prophétiques annonçaient depuis plusieurs décennies l'avènement d'un « village planétaire » (le *global village* du canadien Marshall McLuhan), des spécialistes parlaient d'occidentalisation, d'uniformisation ou de modernisation du monde, et les historiens en décelaient tous les symptômes dans des évolutions de longue durée. Alors qu'y a-t-il de nouveau ?

La mondialisation, sous l'apparence d'un constat de fait neutre, est aussi, en fait, un slogan qui incite à agir dans le sens d'une transformation souhaitable pour tous. Le vocable est loin d'être innocent, il laisse entendre qu'on serait en face d'un processus anonyme et universel bénéfique pour l'humanité et non pas que l'on est entraîné dans une entreprise souhaitée par certains et à leur profit, présentant des risques énormes et des

⁴ David Held, *Democracy and the global order. From the modern state to cosmopolitan governance*. Cambridge Polity Press, 1995.

⁵ Delphine Kluger, *Le technoglobalisme*, Relations internationales et stratégiques, n° 8, 1992.

dangers considérables pour tous. Plus que la mondialisation du marché, cette entreprise concerne la « marchandisation » du monde, et c'est ça qui est nouveau et dangereux. Comme le capital auquel elle est intimement liée, la mondialisation est en fait un rapport social de domination et d'exploitation à l'échelle planétaire. Derrière l'anonymat du processus, il y a des bénéficiaires et des victimes, les maîtres et les esclaves. Les principaux représentants de la mégamachine sans visage s'appellent le G7, le Club de Paris, le complexe F.M.I./Banque mondiale/O.M.C, l'OCDE, la chambre de commerce internationale, le forum de Davos, mais aussi des institutions moins connues aux sigles ésotériques mais dont l'influence est énorme : le Comité de Bâle sur la supervision bancaire, l'IOSCO (International Organization of Securities Commissions) qui est l'Organisation internationale des commissions nationales émettrices de titres obligataires, l'ISMA (International Securities Market Association), qui joue un rôle équivalent pour les marchés de titres obligataires, l'ISO (Industrial Standard Organisation) chargé de définir les normes industrielles. Enfin, il ne faut pas négliger les grandes entreprises d'audits et de consultants, les grands cabinets d'avocats et les fondations privées.

Il est évident qu'en laissant penser que le phénomène est irrésistible et sans limite on se rend dans une certaine mesure complice de ce qui arrive. La mondialisation n'est sûrement pas heureuse pour tout le monde

(et en particulier pour l'Afrique⁶) et il est tout à fait possible de concevoir un autre destin.

Les dangers sont particulièrement forts pour le Sud du monde et l'Afrique en particulier. Je tenterai de voir ces dangers et en particulier l'étranglement par la dette dans une première partie et j'évoquerai l'issue « alternative » de l'autre Afrique dans une deuxième partie.

L'impact destructeur du marché mondial sur l'Afrique

Dès l'origine, le fonctionnement du marché est un fonctionnement transnational, voire mondial. Le triomphe récent du marché n'est que le triomphe du « tout marché ». Il s'agit du dernier avatar d'une très longue histoire mondiale. La première mondialisation proprement planétaire date de la conquête de l'Amérique lorsque l'Occident prend conscience de la rotondité de la Terre pour la découvrir et asseoir ses conquêtes. Lorsque « le temps du monde fini commence » suivant la formule de Paul Valéry.

Cette première mondialisation a peut-être été plus décisive que les suivantes. Elle a accéléré les échanges de

⁶ Pour faire passer l'Uruguay round, l'OCDE avait fait un modèle de simulation à 75000 équations qui devait démontrer que le monde serait gagnant d'environ 200 milliards de dollars par an. Toutefois, il reconnaissait que l'Afrique risquait quant à elle de perdre 3 milliards de dollars.

plantes, d'animaux, mais aussi de maladies avec la conquête par l'Europe des Amériques. Pour l'Afrique cela a signifié la traite esclavagiste.

Une deuxième mondialisation daterait de la conférence de Berlin et du partage de l'Afrique entre 1885 et 87, suivie d'une colonisation intégrale. Une troisième aurait démarré avec la décolonisation et l'ère des développements. Pour l'Afrique cela a signifié des États mimétiques et nationalitaires⁷, une déculturation sans précédent, des éléphants blancs et la pollution.

Les dangers les plus visibles de l'actuelle mondialisation se manifestent à travers la perversion du libre-échange et l'étranglement de la dette.

La perversion du libre-échange

Les méfaits du libéralisme économique sur les pays du Sud ne sont pas nouveaux, depuis l'époque où les occidentaux se sont arrogés le droit d'ouvrir à coup de canon la voie au libre commerce. Des guerres de l'opium au commodore Perry en passant par l'élimination des tisserands indiens, l'analyse des conséquences désastreuses, pour les pays faibles, de la division internationale du travail n'est plus à faire. Les procédés actuels impulsés par le FMI et les plans d'ajustement structurels, la Banque Mondiale et l'OMC renouvellent le genre. Cependant, avec la mondialisation actuelle de l'économie, la concurrence de la misère du Sud se retourne

⁷Voir Ahmadou Kourouma, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, Seuil 1998.

aussi contre le Nord et est en train de le détruire à son tour. Des pans entiers du tissu industriel sont d'ores et déjà délabrés, certaines économies, certaines régions sont proprement sinistrées, et ce n'est pas fini. Tandis qu'on continue à détruire l'agriculture vivrière et l'élevage des pays d'Afrique en y exportant à bas prix nos excédents agricoles (d'ailleurs subventionnés), les pêcheurs, ou en tout cas les pêcheries, de ces mêmes pays ruinent nos propres pêcheurs en exportant les poissons de leur misère.

Toutefois les effets pervers du libre-échange sont surtout sensibles dans les pays du Sud. Les pays les moins avancés (P.M.A : Pays *pas moyen avancer* comme on dit au Bénin...) ont tout à perdre à l'ouverture sans précaution de leurs marchés. Les exemples du cacao et de la banane méritent aussi d'être médités. Alors que le cours mondial du cacao était au plus bas dans les années quatre-vingt, et que les économies du Ghana et de la Côte d'Ivoire subissaient de ce fait une crise dramatique, les experts de la Banque Mondiale ne trouvaient rien de mieux que d'encourager et de financer la plantation de milliers d'hectares de cacaoyers en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines. On pouvait encore espérer quelques profits sur la misère plus productive des travailleurs de ces pays-là... Pour couronner le tout, les Européens, à Bruxelles, s'alignant sur la seule Angleterre, ont honteusement capitulé devant le lobby des grands chocolatiers. Définissant le chocolat comme un produit pouvant contenir jusqu'à 15% de graisse végétale bon marché (sans vérification vraiment fiable)

autre que du beurre de cacao, ont fait perdre à la Côte d'Ivoire et au Ghana quelques milliard de plus. Faut-il se scandaliser si dans ces conditions certains planteurs ont arraché leurs plants pour faire du haschich ?

Le cas de la banane est lié au *stabex*, ce mécanisme de garantie de recettes d'exportation octroyé par les pays du marché commun aux pays A. C. P. (Afrique, Caraïbe, Pacifique). Ce système instauré par les conventions de Lomé (de 1 à 5) avait été salué un peu hâtivement comme la mise en oeuvre d'un nouvel ordre économique international. Le prix de la banane achetée en Guadeloupe, en Martinique, aux Canaries ou en Afrique Noire permet aux producteurs locaux de survivre (avec bien sûr de grandes inégalités de situation suivant qu'il s'agisse d'ouvriers agricoles, de petits ou de gros planteurs, nationaux ou étrangers...). Sans être nuls, les résultats ont été médiocres avec certains effets pervers. De toute façon, c'était encore trop pour les experts du GATT qui ont réclamé et ont pratiquement obtenu le démantèlement de ces entraves aux « lois du marché ».

Poussés par les multinationales nord américaines, comme Chiquita Brands (ex *United Fruit*) et Castel & Cooke, qui contrôlent l'essentiel de la production et de la distribution des républiques bananières et des plantations de Colombie, les pays d'Amérique centrale relayés par les États Unis ont traîné l'Europe devant les *panels* du GATT puis de l'organisation des règlements des différents (O. R. D.) pour dénoncer les barrières et entraves au libre jeu du marché. Ils veulent à tout prix accroître leur part de marché grâce aux salaires de

misère des ouvriers agricoles, dont des centaines ont succombé à l'emploi inconsidéré de nématoctides (poison contre les vers). L'ORD leur a donné raison. « Vous menez la pire des guerres économiques contre un peuple sans défense. Vous importez nos bananes et nous laissez dans la misère, les conflits et la souffrance » a déclaré le président des planteurs de bananes de la petite île de Sainte Lucie en commentant le verdict et en condamnant la campagne « politiquement incorrecte » de l'administration Clinton. Ce résultat a été obtenu d'autant plus facilement que les Européens ne présentent pas un front uni. Les Allemands rechignent à payer leurs bananes un peu plus cher. Au Président Jacques Chirac reprochant cette trahison à son ami Kohl, et dénonçant les conditions « pire encore que l'esclavage » de la production sur les plantations américaines, le chancelier allemand a répliqué : « La morale est une chose, les affaires en sont une autre ».

Avec le démantèlement des régulations nationales, il n'y a plus de limite inférieure à la baisse des coûts et au cercle vicieux suicidaire. C'est un véritable jeu de massacre entre les hommes, entre les peuples et au détriment de la nature...

Finalement, on peut dire que l'actuelle marchandisation totale n'épargne pas l'Afrique. Elle assume la forme particulière de la « Zaïrisation », c'est à dire de la commercialisation et privatisation intégrale de la vie politique. Les rapports sociaux, l'accès aux postes, aux diplômes, aux pouvoirs, tout est englobé dans la sphère marchande. Le marché colonise l'État beaucoup plus

que l'inverse. L'issue de ce processus c'est ce que Jean-François Bayard a appelé la voie somalienne de développement fondé sur le trafic de la drogue, la criminalité d'Etat, l'industrie des prises d'otages, le stockage des déchets industriels toxiques et ainsi de suite.

L'étranglement de la dette

C'est dans ce contexte de rapports de domination « impérialistes » Nord-Sud, qu'il faut situer le problème de la dette. La dette n'est qu'un des éléments de l'ensemble qui contribue à l'étranglement de l'Afrique. Comme le dit, en effet, André Franqueville : « Il y a une réelle hypocrisie à prétendre favoriser le développement des pays pauvres tout en les pillant sans vergogne ». « Les deux faces du pillage actuel du Sud par les pays riches, poursuit-il, sont bien connues : d'une part, un remboursement exigé sans faille d'une dette externe en réalité inextinguible parce qu'elle augmente à mesure de son remboursement à la faveur d'un engrenage financier réellement machiavélique, d'autre part un pillage des ressources naturelles, matières premières, minérales et énergétiques, productions agricoles (et en conséquence la ruine des sols) pour obliger à ce remboursement. De surcroît, ce pillage se trouve renforcé par la dévaluation des prix de ces matières premières, savamment organisée sur le marché international et déclarée inéluctable, et soumis à l'injonction néolibérale d'exporter toujours davantage celles-ci pour que soient accordés de nouveaux prêts. Depuis les

conquêtes coloniales le saccage est continu ; sa dernière forme est celle de l'accaparement des ressources génétiques de ces pays grâce à des dépôts de brevets usurpés, tel celui des Nord-Américains sur la quinoa en Bolivie »⁸.

On n'épiloguera pas ici sur la façon dont s'est mis en place le piège de la dette, entre recyclage des pétrodollars par les banques après 1974 et élévation conjoncturelle des taux d'intérêt pour le financement de la dette américaine. Les mythes du développement à crédit propagés par le Nord, souvent en toute bonne foi, et les illusions de l'échange endettement-croissance économique entretenues au Sud ont été à la fois les alibis et les arguments du drame. Ainsi, comme disent Fottorino, Guillemin et Orsenna :

« L'Africa è un cimitero di elefanti bianchi /.../ A differenza dei veri pachidermi, ahimè non è però in via di estinzione. Si tratta di una costruzione sontuosa, inutile, costosa, che in più ha la facoltà di aggravare il debito dei paesi africani, di non funzionare, di trasformarsi nel giro di pochi anni in rovine, in ruggine o in fantasmi. Dighe, cementifici, alberghi nel deserto, zuccherifici, centrali elettriche, i branchi degli elefanti bianchi celpestano l'Africa, spremono la finanza pubblica, arricchiscono le imprese occidentali con la compiacenza, se non con l'incoraggiamento, delle organizzazioni internazionali »⁹.

La perversion intrinsèque de l'anatocisme (intérêts

⁸ André Franqueville, *op. cit.* pp. 17-18.

⁹ E. Fottorino, Chr. Guillemin, E. Orsenna, *Besoin d'Afrique*, Paris, Fayard 1992, pp. 32-33.

composés), étrangle le débiteur dès lors que celui-ci utilise l'argent pour financer des dépenses improductives (armement ou consommation) ou fait de mauvaises affaires. Rappelons qu'un sou placé à trois pour cent du temps de Charlemagne produirait désormais des globes d'or. Une nouvelle de science-fiction, intitulée « intérêt composé » imagine un héros voyageant dans le passé afin justement d'investir quelques pièces de menue monnaie dont les intérêts lui serviront à construire sa machine à remonter le temps¹⁰ ! Les fonds de pension sont un peu dans cette situation, pas l'Afrique ! Certes, la croissance aussi obéit en théorie à la même loi, en un siècle le PNB serait multiplié par 867 avec un taux de 10 % ! Hélas ! les Plans d'Ajustement Structurel imposés par le FMI laissent peu d'espoir d'atteindre durablement de tels taux. Il faut toujours exporter plus et dégager des recettes d'exportation, ce qui a pour résultat de faire baisser les cours. Comme pour Sisyphe, on est condamné à remonter indéfiniment la pente. Le fardeau revient toujours plus lourd. Même une fois confisquées les recettes d'exportation obtenues laborieusement, les nouveaux emprunts n'arrivent pas à apurer les intérêts échus. Une fois mis en place, l'étranglement se resserre, la dette nourrit la dette. La thérapeutique infernale des institutions financières internationales achève le malade en prétendant le guérir. L'antique représentation du vampirisme des usuriers se trouve ainsi renouvelée.

¹⁰ cité par Rex Butler in *Acheter le temps*, Traverses n°33-34, Politique fin de siècle, Paris 1982.

L'étai de la dette (pour reprendre le titre du livre d'Aminata Traore¹¹) constitue un excellent moyen de tenir les pays du Sud en étroite subordination. « Grâce à l'étai de la dette externe et de la baisse des cours des matières premières, écrit André Franqueville, s'est mise en place une recolonisation sous la coupe des organismes financiers internationaux dont les Etats-Unis sont le fer de lance »¹². On a clamé à grand renfort de publicité l'annulation possible de 80 % de la dette des pays les plus pauvres (Les PPTE, pays pauvres très endettés) en juin 1996 lors du G7 de Lyon, puis lors de celui de Cologne le sacrifice des riches est monté jusqu'à 90 %. Toutefois, derrière l'effet d'annonce, il s'agit d'une vaste escroquerie.

Les données sont impitoyables et révèlent l'indécence, voire l'obscénité de la prétendue générosité du Nord. Entre 1982 et 1998, les pays du Sud ont remboursé quatre fois le montant de leurs dettes. Néanmoins, celles-ci étaient toujours quatre fois plus élevées qu'en 1982 et atteignaient 1950 millions de \$! Le tiers-monde rembourse chaque année plus de 200 milliards de \$, alors que les aides publiques au développement (prêts remboursables compris) ne dépassent pas 45 milliards de \$ par an. L'Afrique subsaharienne, quant à elle, dépense quatre fois plus pour rembourser sa dette que pour toutes ses dépenses de santé et d'éducation. Les mesures d'annulation frisent le mauvais canular. Il faut,

¹¹ *L'étai. L'Afrique dans un monde sans frontières*. Actes Sud, 1999.

¹² André Franqueville, *Du Cameroun à la Bolivie. Retours sur un itinéraire*, Karthala, Paris 2000, p. 13.

en effet, distinguer trois types de dettes : celles envers la Banque Mondiale et le FMI, qui jusqu'à très récemment n'étaient pas négociables¹³, mais qui pour les pays d'Afrique représentent de 30 à 75 % de leur endettement, celles envers les institutions privées qu'il est hors de question d'annuler et qui représentent plus de 50 % de l'endettement des pays latino-américain et asiatiques, celles enfin d'Etats à Etats dont l'annulation seule est envisageable. Celle-ci doit être négociée au cas par cas avec le Club de Paris, pour les pays très pauvres et très endettés.

Ainsi, un pays d'Afrique noire qui doit, par exemple, quatre milliards de dollars, dont deux à la Banque Mondiale-FMI et un à des banques privées, peut espérer une annulation de 80 à 90 % du milliard restant dû au Club de Paris. Toutefois, un artifice technique réduit encore le montant. Si un rééchelonnement, comme c'est probable, a déjà eu lieu (par exemple sur 600 millions, l'annulation ne portera que sur la part non rééchelonnée, soit au mieux 360 millions, c'est-à-dire 9 % du total de la dette. C'est ainsi que jusqu'à présent, les montants annulés représentent 25 milliards de \$, soit moins de 2 % de l'ensemble¹⁴ ! On est loin de la revendication de l'initiative *jubilée 2000* qui porterait sur environ 300 milliards et qui est très en deçà de l'ampleur du problème. Même si toutes les dettes étaient vraiment annulées, tous les « mécanismes » qui ont

¹³ Depuis que le bon monsieur Camdessus est devenu conseiller du pape, cette dette pourrait être aussi annulée à hauteur de 30 %.

¹⁴ Eric Toussaint, *Briser la spirale infernale de la dette*, Le Monde diplomatique, Paris, septembre 1999.

engendré cette situation perverse resteraient en place. La partie recommencerait de plus belle. Ce n'est pas l'endettement qui crée la pauvreté, mais l'inverse. En dépit de ce que l'on nous fait croire, répudier la dette, comme je l'ai toujours préconisé, n'aurait probablement pas de gros effets dommageables sur le plan économique pour les pays intéressés, bien au contraire. L'irréalisme de la proposition est ailleurs. Pour les pays d'Afrique, en tout cas, cela serait tout simplement suicidaire. Leur indépendance est totalement fictive. Si le Chili d'Allende a été victime d'un coup d'État fomenté par la CIA et ATT pour avoir touché aux intérêts américains, tous les régimes d'Afrique infiniment plus fragiles sont sous étroite surveillance. Ils doivent obéir au doigt et à l'oeil. La résistance étant ainsi vouée à l'échec, il ne leur reste plus que la dissidence.

L'alternative de l'autre Afrique

Pourquoi l'autre Afrique ? L'Afrique officielle, l'Afrique des indépendances a fait faillite économiquement et politiquement. Faillite économique : moins de 2 % du PNB mondial, l'équivalent du PIB Belge ou des 15 premières fortunes de la planète... 330 milliards de \$ en 2001, soit 30 milliards de moins que les subventions payées cette année-là aux agriculteurs des pays du Nord. Faillite politique : coups d'Etats, guerres civiles, corruption, génocides... Tout cela a été à la source de l'*Afropessimisme*. Toutefois, si ce constat d'échec fait

unanimité, y compris chez les cadres africains, ce n'est que l'échec de l'Afrique Officielle. C'est l'échec de l'occidentalisation (et la mondialisation n'est que la poursuite du même processus), c'est à dire du mimétisme économique et politique. Fort heureusement, il existe une « autre » Afrique. La survie de 600 à 800 millions de rescapés tient même du miracle. L'autre Afrique, c'est l'Afrique des savanes, des forêts et des villages, l'Afrique des bidonvilles et des banlieues populaires, bref « la société civile », l'Afrique des conférences nationales. Une Afrique bien vivante, capable de s'auto organiser dans la pénurie et d'inventer une vraie joie de vivre.

Face à la mondialisation, à *l'omnimarchandisation* du monde, au triomphe planétaire du tout marché et à *l'économicisation* des esprits, les laissés pour compte du Nord et du Sud, condamnés dans la logique dominante à disparaître, n'ont d'autre choix pour survivre que de s'organiser selon une *autre* logique. Ils doivent inventer, et certains au moins inventent effectivement, un *autre* système, une *autre* vie. C'est là la grande leçon de l'autre Afrique.

La débrouille est une réaction déjà ancienne dans le tiers-monde, et en particulier en Afrique Noire, face à la faillite du développement. Il s'agit d'une réalité multiforme depuis le trafic de drogue jusqu'aux stratégies ménagères de survie. l'expérience que j'évoquerai concerne principalement la société néo-clanique ou vernaculaire de Grand Yoff, une banlieue de Dakar. Il s'agit au fond d'une société de 100 000 personnes

(Grand-Yoff) qui vivent largement de leur autoproduction sans création de monnaie, grâce à la densité de réseaux sociaux dits néo-claniques.

La situation d'exclusion de la grande société à laquelle sont condamnées les masses des banlieues africaines, détruit et dénie toute signification apparente, officielle, à leur existence. Hors de la grande société et de ses valeurs universelles, en effet, la vie ne peut avoir de sens. Pourtant, les « naufragés du développement » en s'auto organisant dans la débrouille bricolent une vie en marge. Les laissés pour compte de la *grande* société, désormais mondialisée, réaliseraient le miracle de leur survie en réinventant du lien social et à travers le fonctionnement de ce social. Exclus des formes canoniques de la modernité, la citoyenneté de l'Etat-nation et la participation au marché national et mondial, il vivent, en effet, grâce aux réseaux de solidarité « néo-claniques » qu'ils mettent en place. Le secret de cette relative réussite tient aux stratégies *relationnelles*. Ces stratégies incorporent toutes sortes d'activités « économiques », mais ces activités ne sont pas (ou faiblement) professionnalisées. Les expédients, les bricolages, la débrouille de chacun s'inscrivent dans des *réseaux* : les *reliés*, ceux qui sont liés entre eux forment des *grappes*. Au fond, ces stratégies fondées sur un jeu subtil de *tiroirs* sociaux et économiques sont comparables aux stratégies ménagères, qui sont le plus souvent les stratégies des ménagères, mais transposées dans une société où les membres de la famille élargie se compteraient par centaines¹⁵. Les réseaux se structurent, en effet, sur le

modèle de la famille selon la logique clanique, avec des mères sociales et des aînés sociaux, sans oublier la fameuse « parenté à plaisanterie » des ethnologues¹⁶. Quelle est la logique de fonctionnement de cette société marginale ? Cette *œconomie* vernaculaire s'articule-t-elle à l'économie mondiale et quel rôle y joue la monnaie ?

La logique du don

L'argent (Xaalis, en Wolof) est omniprésent en fait et dans l'imaginaire, mais il n'a pas la même signification, ni le même usage sur notre planète et sur celle de l'informel. Dans la grande société, l'argent, équivalent général, est une abstraction. Il est la *monnaie*¹⁷. Le billet

¹⁵ L'importance du nombre ne tient pas seulement à la différence de conception de la famille (rôle limité de la famille nucléaire, existence de la polygamie, grande fécondité, etc.), ni même à la force des liens de parenté constituant le clan, elle tient aussi au fait que les *reliés*, souvent très divers, par la religion, l'ethnie, le statut social, et qui sont en grand nombre, peuvent être plus ou moins incorporés dans la famille élargie.

¹⁶ Emmanuel Ndione : *Dynamique urbaine d'une société en grappe*, ENDA-Dakar 1987. et *Le don et le recours, ressorts de l'économie urbaine*. ENDA-Dakar 1992. En Amérique Latine, on trouverait des structures comparables, sinon identiques, au Pérou et au Chili, selon Manfred Max Neef, au Mexique selon Gustavo Esteva. Voir en particulier Max Neef « contribution à une théorie alternative pour un développement à échelle humaine. CEPUR (Centro de Alternativas de Desarrollo) Santiago du Chili, 1986 et Esteva, *Une nouvelle source d'espoir : « les marginaux »*, Interculture n° 119, Printemps 1993, Montréal.

¹⁷ Sur cette distinction argent et monnaie, voir par exemple Jean Joseph Goux, *La monnaie ou l'argent* dans « L'économie dévoilée » sous la direction de Serge Latouche, Revue Autrement, Paris, 1995.

de banque et les pièces sont d'un usage restreint. La monnaie est avant tout comptable ; elle circule à travers les chèques et les cartes de crédit. C'est un jeu d'écriture qui détermine l'essentiel des droits des agents dans la cité grâce à la garantie d'institutions solides, les banques. Dans les banlieues populaires d'Afrique, au contraire, l'argent est concret et tangible, il est instrument d'acquisition de positions par le jeu des placements. Il prend volontiers les formes archaïques des bijoux d'or et d'argent, voire du bétail ou des pagnes, qui affichent des statuts. Les *alhaji* du Niger (ceux qui ont fait le pèlerinage en Arabie Saoudite) se forcent leur vie durant à faire un rictus pour exposer les dents en or qu'ils se sont fait poser à la Mecque... Cet argent sert à nourrir les réseaux sociaux. Les intéressés eux-mêmes parlent d'argent *chaud* et d'argent *froid*. L'argent approprié au sein des réseaux s'oppose à la monnaie du Blanc, extérieure et abstraite. Le premier, généralement piécettes et toutes petites coupures (mais aussi parfois de grosses liasses), pleines de sueur et de crasse, est noué dans le coin d'un pagne et enfoui dans les vêtements, sorti avec précaution et réticence, compté et recompté avec l'espoir d'un rabais. Le second est celui des ONG, de l'assistance technique. Il se chiffre en millions et se dilapide dans l'abstrait. Les multiples tontines participent de ce fonctionnement différent de l'argent. Ces « banques des pauvres », bien différentes de leur récupération par la Banque mondiale sous la forme du « micro crédit », assurent un contrôle social de l'usage de l'épargne, mais remplissent encore bien

d'autres fonctions sans parler des festivités qui les accompagnent.

La monnaie et même les rapports marchands feraient ainsi fonctionner une société non marchande. Entendons nous bien, on veut dire par là une société qui, tout en pratiquant des échanges nombreux et en connaissant une circulation monétaire intense, n'obéit pas massivement à la logique marchande. L'obligation de solidarité domine encore largement la vie économique et sociale. Ce qui frappe l'observateur à l'écoute des *grappes de reliés de l'économie* néo-clanique, c'est l'importance du temps, de l'énergie et des ressources consacrés aux relations sociales. Si l'on déploie une activité intense, il serait abusif dans la plupart des cas de parler de travail au sens artisanal du terme. Prêter, emprunter, donner, recevoir, s'entraider, passer commande, livrer, se renseigner supposent des rencontres, des visites, des réceptions, des discussions. Tout cela prend un temps considérable et occupe une partie importante de la journée, sans parler du temps consacré à la fête, à la danse, au rêve ou au jeu...

Tout ce qui est reçu est placé immédiatement à l'intérieur du réseau, qu'il s'agisse de denrées ou d'argent¹⁸, soit parce qu'il est dû, soit parce qu'on anticipe la nécessité d'avoir à emprunter, soit aussi, et dans tous les cas, parce qu'on aime à faire profiter ses proches de ce que l'on vient de recevoir et qu'on cherche à leur faire plaisir. On est très conscient qu'un bienfait n'est jamais

¹⁸ L'Enda-Graf a inauguré un système de *guichets* de marché, géré par les femmes elles-mêmes qui assure la sécurité des dépôts faits sur le marché même et permet des prêts importants. Le succès est considérable et le système est en pleine expansion.

perdu. L'attitude générale est le sentiment de devoir beaucoup à ses *reliés* plutôt que celui d'être un créancier qui se fait toujours avoir. Si le don fonctionne bien, chacun des acteurs estime avoir reçu plus qu'il n'a donné, tandis que si le système fonctionne mal chacun pense avoir reçu moins¹⁹. Ce sentiment est évidemment fondamental pour la bonne marche des logiques oblatives (mais ce n'est sûrement pas le cas partout). Les gens de Grand Yoff parlent eux-mêmes de *tiroirs* pour désigner ces placements et investissements *relationnels*. Ces tiroirs détenus par les *reliés* sont indifféremment économiques et sociaux. Symétriquement, en cas de besoin, et le besoin est ici quasi-endémique, on mobilisera la *grappe*, on tapera dans ses différents tiroirs. Souvent, on tirera sur un tiroir pour placer dans un autre.

Ici comme partout, le lien social fonctionne sur l'échange ; mais l'échange, avec ou sans monnaie, repose plus sur la triple obligation de donner, de recevoir et de rendre telle que l'analyse Marcel Mauss que sur le marché. Ce qui est central et fondamental dans la logique du don c'est que le *lien* remplace le *bien*²⁰.

Économie néo-clanique et économie mondiale

Il est clair que, malgré toute l'ingéniosité des *reliés*, la société vernaculaire ne vit pas en autarcie et ne peut

¹⁹ Jacques Godbout et Johanne Charbonneau, *La dette positive dans le lien familial*, in Ce que donner veut dire, don et intérêt, Revue du MAUSS, N° 1, La découverte, Paris 1993.

²⁰ Jacques Godbout, en collaboration avec Alain Caillé, *L'esprit du don*, La découverte, 1992.

produire tout ce dont elle a besoin. Et d'abord, la nourriture. Toute la nourriture périurbaine, en effet, n'est pas produite sur place. Pour Kinshasa, on évaluait en 1990 à un tiers l'apport local en produits maraîchers, ce qui pour une métropole de cette importance est déjà considérable²¹. Même si la couverture est sûrement moins forte pour les autres produits alimentaires, et en particulier les céréales, c'est un ordre de grandeur crédible pour beaucoup de villes du Sud. Madame Fatou Sarr dans une thèse de sociologie, a fait, dans un esprit très proche, une étude de l'économie d'un quartier de Pikine, Medina Gounass. Ses résultats vont tout à fait dans le même sens. 49,99 % des besoins sont couverts par la production locale paysanne et artisanale, 22,76 % par le secteur capitaliste local et seulement 27,23 % par les *importations*. Encore que sur ces 27,23 %, 20,02 % concernent le riz, le café et le thé qui viennent des paysans de l'intérieur. 7 % seulement proviennent donc des économies étrangères²². La couverture pour les biens manufacturés est beaucoup plus forte et peut-être supérieur à 100% en valeur, les *exportations* dépassant

²¹ Hillel Rapoport. *L'approvisionnement vivrier de la ville de Kinshasa (Zaire) : Stratégies d'adaptation à la crise du système alimentaire.*, Rapport Cedimes-Paris II, 1992 et Cahiers de sciences humaines, Orstom, vol 29 n° 4, Paris 1993. Gérard Guerandel, *Les cultures maraîchères à Kinshasa*, Travaux et documents de géographie tropicale, CEGET, n°58, 2ème trimestre 1987.

²² *Marginalité urbaine et développement. Une contradiction autogérée par les femmes. L'expérience d'une banlieue urbaine de Dakar.* Thèse, Paris VIII, juin 1991. Voir aussi Pierre-Philippe Rey, *Auto organisation de quartiers « irréguliers » de Dakar-Pékine (Sénégal) et remise en cause du concept de secteur informel*, Revue Tiers Monde, n° 141, Janvier-mars 1995 pp. 223-230.

les *importations*. Tous les biens, cependant, ne peuvent être produits sur place. La friperie, les produits radio-électroniques, et beaucoup de matériaux doivent être importés, ainsi que l'essence, la médecine occidentale et l'éducation internationale (dont la nécessité n'est pas évidente...). Une part non négligeable de ces importations obéit encore à la logique du don et des réseaux. Il en est ainsi de ce qui circule avec la parentèle de la campagne ; il en est ainsi également d'une part non négligeable des biens manufacturés qui est introduite grâce aux *reliés* établis à l'étranger. Il reste qu'il y a une partie incompressible *d'importations* qui ne peut échapper à la logique marchande et doit être payée en bonnes espèces sonnantes et trébuchantes, exigence dramatique pour les produits pharmaceutiques. Si les *exportations* de produits de l'informel ne couvrent pas ces *importations* nécessaires, ce qui est plus que probable, le solde de la « balance commerciale » ne peut être payé que par le solde positif de la « balance des capitaux ». Avec le monde officiel, la logique économique retrouve ses droits, et les biens symboliques n'ont plus cours.

Cela nous plonge au coeur des problèmes du pôle monétaire. L'univers de l'économie néo-clanique crée des valeurs symboliques, certes, mais ne crée pas encore de titres de paiement validés en dehors de sa sphère et de ses dépendances. Bien au contraire, il utilise largement pour sa circulation interne la monnaie créée par les institutions du monde officiel, en l'espèce un organisme extranational, la BCAO (Banque Centrale d'Afrique de

l'Ouest). A la différence des SELs, les réseaux néo-claniques *préfèrent* le détournement de l'argent réellement existant dont la *transcendance* garantit le pouvoir fétiche à l'invention d'une monnaie locale. Ils n'ont pas eu besoin jusqu'à maintenant d'une unité de compte fictive (glands, grains de sel, cocagne, etc.) pour construire une pyramide de crédit et faire circuler les créances et se réapproprier jusqu'à un certain point la monnaie étrangère.

Pour détournée qu'elle soit dans ses nombreux usages, cette monnaie doit d'abord être captée. On sait que bien des gens vivent un pied dans l'officiel et un pied dans l'informel. En particulier, les salariés normaux viennent s'approvisionner en partie dans l'informel. Toutefois, ces rentrées sont insuffisantes pour couvrir les *importations*, et les besoins internes. On sait d'autre part, que la monnaie ne chôme pas entre les mains de ses détenteurs dans les banlieues africaines. C'est une monnaie aussi brûlante que celle de la grande spéculation internationale... L'argent sitôt reçu est « placé » dans le réseau, c'est-à-dire remis en circulation. Les tontines, les caisses d'épargne mutuelles, les dons, les prêts sont autant de *tiroirs* qui absorbent instantanément la liquidité. Sans entrer dans des raffinements techniques sur la définition de la masse monétaire (pièces, billets, comptes de dépôts, comptes à terme etc.), rappelons la formule simplifiée et tautologique de l'équation des échanges : $MV = PT$. Dans cette expression, M est la masse monétaire, P le niveau moyen des prix, T le volume des transactions en monnaie, V est donc la

vitesse de rotation de la monnaie, c'est-à-dire le nombre de fois qu'au cours de la période un même billet a été en moyenne utilisé.

D'après les enquêtes faites par l'Enda à Grand Yoff en 1990-91, on peut évaluer en première approximation la vitesse de circulation de la monnaie (le V de l'équation des échanges) à 7, ce qui est considérable²³. Reste le mystère de la masse monétaire (Le M de l'équation des échanges). Il provient des revenus que les reliés captent de la sphère officielle, et essentiellement des salaires perçus en échange des prestations de travail. Les mêmes enquêtes donnaient un revenu monétaire moyen de 40.000 Francs C.F.A. par mois et par unité familiale moyenne de 12 personnes. Pour les 100.000 habitants de Grand Yoff, cela représenterait une masse monétaire dans la circulation courante de $M = 330$ millions de F.C.F.A. Cette masse qui rentre périodiquement, doit correspondre approximativement à la valeur des *importations* mensuelles, si on admet que la thésaurisation est nulle ou inchangée, puisqu'elle correspond à ce qui sort en un mois du circuit.

Et alors, quel est le niveau de vie de ces reliés en nombre de dollars *per capita* (ou même en terme de développement humain) demandera l'économiste impénitent ? On peut multiplier les indices contradictoires ou ambivalents de ce genre de vie. Le *système* de prix qui règne dans la sphère néo-clanique est incroyablement bas. Le pouvoir d'achat du Franc C.F.A. est très différent de ce qu'il est

²³ On l'évalue à 4,3 pour la France. Monique Beziade, *La monnaie et ses mécanismes*, La découverte, coll. Repères, Paris 1992, p. 41.

hors de la sphère, et plus encore de son cours international. Cela étant, connaissant à peu près MV et moyennant quelques hypothèses sur P, on pourrait se risquer à proposer une évaluation de T, le volume des *transactions*. En se donnant un taux de change réaliste entre argent *chaud* et argent *froid*, (disons deux pour un par une approximation basse), on aurait un chiffre de l'équivalent du P.I.B de Grand Yoff ce qui ne serait pas la plus mauvaise estimation statistique du niveau de vie des naufragés. Soit 9 240 Millions en équivalent FF de 91 et 12000 francs par tête²⁴. Quelle est la signification de ce revenu, sinon de faire pièce aux évaluations *objectives* des statistiques internationales ? Cela aboutit donc à relever le niveau de vie *réel* des « naufragés du développement » de trois à cinq fois. Toutefois, comme on part d'un chiffre incroyablement bas, en mettant leur dénuement et leur précarité en commun les *reliés* du grand Yoff produisent de la dignité, une grande richesse de vie sociale et une indéniable joie de vivre, mais ils restent très loin de l'opulence...

Conclusion

L'économie néo-clanique peut être vue comme une forme de dissidence et de résistance à la mondialisation de

²⁴ Comment arrivons-nous à ces chiffres ? $MV = 330 \text{ Millions} \times 7$, soit $PT = 2310 \text{ Millions de Francs CFA chauds ou } 4620 \text{ de Francs CFA courants}$. Cela nous donne 924 FF par mois ou approximativement 12000 FF par an.

²⁵ Yvonne Mignot-Lefebvre et Michel Lefebvre, *Les patrimoines du futur, Les sociétés aux prises avec la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, 1995. P. 235.

l'économie, c'est-à-dire à *l'économicisation* du monde. Il s'agit d'une réponse locale à un défi global. Sans bruit et sans déclaration, les « informels » de Grand Yoff mettent en oeuvre le « principe de subsidiarité du travail et de la production ». Autrement dit, l'échelon local doit être privilégié au nom du social dans toute la mesure du possible tant que c'est raisonnable²⁵. Les leçons de l'autre Afrique dans la construction d'une alternative au délire techno économique, consiste dans cette démonstration de la capacité de survie par les stratégies relationnelles fondées sur l'esprit du don.

L'autre Afrique entre la décroissance et la mondialisation

Et pourtant ! Que pourrait-il arriver de mieux aux habitants des pays pauvres que de voir leur PIB baisser ? (...) La hausse de leur PIB ne mesure rien d'autre que l'accroissement de l'hémorragie. Plus celui-ci augmente, plus la nature est détruite, les hommes aliénés, les systèmes de solidarité démantelés, les techniques simples mais efficaces et les savoir-faire ancestraux jetés aux oubliettes. Décroître pour les habitants des pays pauvres signifierait donc préserver leur patrimoine naturel, quitter les usines à sueur pour renouer avec l'agriculture vivrière, l'artisanat et le petit commerce, reprendre en main leur destinée commune. »

Hervé René Martin²⁶

Qu'entendent proposer pour l'Afrique (et plus généralement pour le Sud) les « partisans de la décroissance » ou les « objecteurs de croissance » ? Sur ce volet important de la question le plus souvent mis de côté, il convient de lever l'hypothèque. Comme l'écologie dont elle est fille, la décroissance est souvent accusée d'être un luxe à l'usage des « riches », obèses

²⁶ Hervé René Martin, *Éloge de la simplicité volontaire*, Flammarion, 2007, p. 209.

de surconsommation. Comment généraliser aux pays sous-développés, et en particulier à l'Afrique, une telle proposition alors même qu'ils ignorent encore les bienfaits sinon les méfaits de la croissance ? Les « objecteurs de croissance », en répétant qu'il s'agit d'une proposition concernant seulement le Nord, ont, à leur insu, nourri le malentendu. « La décroissance équitable, écrit ainsi Paul Ariès, n'est pas la décroissance de tout pour tous : elle s'applique aux surdéveloppés, à l'excroissance, à des sociétés et à des classes sociales dont la boulimie est responsable de cette captation des richesses qui conduit à la destruction de la planète et de l'humain dans l'homme »²⁷. Il importe donc de clarifier ce qu'on peut appeler « le paradoxe » africain de la décroissance, puis de voir quel sens peut avoir pour l'Afrique le projet d'introduire le cercle vertueux de la décroissance et comment, à partir d'un mouvement « en spirale ».

Le paradoxe africain de la décroissance

Nous attribuer le projet d'une « décroissance aveugle », c'est-à-dire d'une croissance négative sans remise en question du système, et nous soupçonner, comme le font certains « alter économistes » (économistes partisans d'une *autre* mondialisation, d'une *autre* croissance, d'un *autre* développement ou d'une *autre* économie...), de vouloir interdire aux pays du Sud de résoudre leurs

²⁷ Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Golias, Lyon 2005, p. 163.

problèmes, participe de la surdité sinon de la mauvaise foi. Notre projet de construction, au Nord comme au Sud, de **sociétés conviviales autonomes et économes** implique, certes, de parler plus d'une « **a-croissance** », comme on parle d'a-théisme, que d'une dé-croissance. Toutefois, il s'agit bien, dans tous les cas, de sortir de la croissance et donc du développement. En affirmant que le Sud devrait avoir droit à un « temps » de cette *maudite* croissance, faute d'avoir connu le développement, nos adversaires se retrouvent coincés dans une contradiction. Si la société de croissance est insoutenable au Nord, par quel miracle le deviendrait-elle au Sud ? En réalité, ils montrent qu'ils n'arrivent pas à dissocier la croissance avec un « c » minuscule d'avec la Croissance avec un « C » majuscule. Et finalement, à sortir de l'imaginaire de la croissance.

Mettons les pieds dans le plat. Si remettre en cause la société de croissance désespère Billancourt, comme certains responsables d'ATTAC le soutiennent, ce n'est pas une requalification d'un développement vidé de sa substance économique (« un développement sans croissance ») qui redonnera espoir et joie de vivre aux drogués d'une croissance mortifère. N'est-ce pas faire preuve, en outre, d'un singulier mépris pour les travailleurs que de les croire immatures au point de ne pas s'apercevoir ni comprendre que le gâteau de la société de consommation est toxique, même si, comme pour tout un chacun, il ne sera pas facile pour eux d'y renoncer ?

A l'inverse, maintenir ou, pire encore, introduire la

logique de la croissance au Sud sous prétexte de le sortir de la misère créée par cette même croissance ne peut que l'occidentaliser un peu plus. Il y a, dans la proposition qui part d'un bon sentiment de nos amis altermondialistes de vouloir, tout particulièrement en Afrique, « construire des écoles, des centres de soins, des réseaux d'eau potable et retrouver une autonomie alimentaire²⁸ », un ethnocentrisme ordinaire qui est précisément celui du développement. Le cadeau n'est-il pas empoisonné ?

De deux choses l'une : ou bien on demande aux pays intéressés ce qu'ils veulent, à travers leurs gouvernements ou les enquêtes d'une opinion manipulée par les médias, et la réponse ne fait pas de doute ; avant ces « besoins fondamentaux » que le paternalisme occidental leur attribue, ce qu'« ils » veulent, ce sont des climatiseurs, des portables, des réfrigérateurs et surtout des « bagnoles » ; ajoutons bien sûr, pour la joie des responsables, des centrales nucléaires, des rafales et des chars AMX... Ou bien on écoute le cri du cœur du leader paysan Guatémaltèque : « Laissez les pauvres tranquilles et ne leur parlez plus de développement »²⁹. Tous les animateurs des mouvements populaires, de Vandana Shiva, Ekta Parishad en Inde à Emmanuel Ndione au Sénégal, le disent à leur façon. Laissez les peuples du Sud tranquilles, laissez-les trouver la solution aux problèmes que vous leur avez créé et ne leur imposez plus vos modèles de développement. Car, enfin, s'il importe incontestablement aux pays du Sud de

²⁸ Jean-Marie Harribey, *Développement durable* : le grand écart, L'Humanité du 15 juin 2004.

²⁹ Alain Gras, *Fragilité de la puissance*, Fayard, 2003, p. 249.

« retrouver l'autonomie alimentaire » c'est donc que celle-ci avait été perdue. En Afrique, jusque dans les années soixante, avant la grande offensive du développement, elle existait encore. N'est-ce pas l'impérialisme de la colonisation, du développement et de la mondialisation qui a détruit cette autosuffisance et qui aggrave chaque jour un peu plus la dépendance ? Avant d'être massivement polluée par les rejets industriels, l'eau, avec ou sans robinet, y était le plus souvent potable. Quant aux écoles et aux centres de soins, sont-ce les bonnes institutions pour introduire et défendre la culture et la santé ? Ivan Illich a émis de sérieux doutes sur leur pertinence pour le Nord³⁰. Ces réserves doivent être infiniment renforcées en ce qui concerne le Sud, comme certains intellectuels de ces pays (trop peu sans doute...) s'y emploient. Ainsi, E. Ndione dénonce l'école à l'occidental qui mutile les petits Sénégalais et les rend inaptes à se débrouiller dans la vie. La sollicitude du Blanc qui s'inquiète de la décroissance au Sud dans le louable dessein de lui venir en aide est suspecte. « Ce qu'on continue d'appeler *aide*, souligne justement Majid Rahnema, n'est qu'une dépense destinée à renforcer les structures génératrices de la misère. Par contre, les victimes spoliées de leurs vrais biens ne sont jamais aidées dès lors qu'elles cherchent à se démarquer du système productif mondialisé pour trouver des alternatives conformes à leurs propres aspirations »³¹.

Paradoxalement, le projet de la décroissance est né en

³⁰ La parution de ses oeuvres complètes, (Fayard, 2004 et 2005), est l'occasion de relire en particulier *Une société sans école* et *Némésis médicale* qui restent pleinement d'actualité.

quelque sorte au Sud ou à propos du Sud, et plus particulièrement de l'Afrique. Le projet d'une société autonome et économe a émergé, en effet, dans le fil de la critique du développement. Cette critique a été surtout théorique au Nord mais aussi pratique au Sud.

Depuis plus de quarante ans, une petite « internationale », anti ou post développementiste, dans la filiation d'Ivan Illich, Jacques Ellul et François Partant, analyse et dénonce les méfaits du développement, surtout dans le sens de l'entreprise du Nord vers le Sud. Outre ces trois « leaders » cités, on peut mentionner : Wolfgang Sachs, Helena Norberg-Hodge, Frédérique Appfel-Marglin, Marie-Dominique Perrot, Gustavo Esteva, Arturo Escobar, Ashis Nandy, Vandana Shiva, Claude Alvares, Majid Rahnema, Emmanuel Ndione, Gilbert Rist³². Ils tirent les leçons des échecs, de l'Algérie de Boumediene à la Tanzanie de Nyerere. Et ce développement-là, pas seulement capitaliste ou ultra-libéral, comme en Côte d'Ivoire, mais officiellement « socialiste », « participatif », « endogène », « self-reliant/autocentré », « populaire et solidaire », était aussi souvent mis en œuvre ou appuyé par des ONG humanistes. En dépit de quelques microréalisations remarquables, la faillite en a été massive et l'entreprise de ce qui devait aboutir à l'épanouissement de tout l'homme et de tous les hommes », selon la formule de Paul VI dans l'ency-

³¹ Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*. Fayard Actes Sud. 2003, p 268.

³² Voir *The development dictionary*, Zed Books, Londres 1992. Traduction française à paraître chez Parangon sous le titre *Dictionnaire des mots toxiques*.

clique « *Populorum Progressio* », a sombré dans la corruption, l'incohérence et les plans d'ajustement structurels qui ont transformé la pauvreté en misère.

Cette critique débouchait pour le Sud sur l'alternative *historique*, c'est-à-dire l'auto organisation de sociétés et économies vernaculaires³³. Naturellement, on s'intéressait aussi aux initiatives alternatives au Nord, du type SEL (systèmes d'échange locaux), REPAS (Réseau d'échange des pratiques alternatives et solidaires), Banche del tempo, coopératives, AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne), communauté de l'arche, de Longo Mai, etc., mais pas à une alternative sociétale au singulier. Du fait de la crise de l'environnement et de l'émergence de la mondialisation, le succès inattendu et tout relatif de cette critique, longtemps prêchée dans le désert, nous a conduit à approfondir ses implications sur l'économie et la société du Nord. La farce du développement durable regarde en effet autant le Nord que le Sud et les dangers de la croissance sont désormais planétaires. C'est ainsi qu'est née la proposition de la décroissance.

La critique du développement et le projet de la décroissance a aussi des racines en Afrique et même des ébauches de réalisation. En février 2007, au Centre Emmaüs de Tohue près de Cotonou, l'ONG italienne « *Chiama l'Africa* », organisa un débat avec quelques intellectuels béninois sur le thème « *pauvreté et décroissance* ». Cette rencontre autour d'Albert Tévoedjré

³³ Voir mon livre, *L'autre Afrique. Entre don et marché*, Albin Michel, Paris 1998.

permet de faire le point sur le paradoxe africain concernant cette question.

Qui se souvient encore d'Albert Tévoedjré ? Pourtant, il publia en 1978 à l'instigation d'Ivan Illich « La pauvreté richesse des peuples », un livre à succès précurseur des idées de la décroissance³⁴. Il y critiquait l'absurdité du mimétisme culturel et industriel, faisait l'éloge de la sobriété inscrite dans la tradition africaine, dénonçait la démesure de la société de croissance avec sa création délibérée de besoins factices, sa déshumanisation engendrée par la domination des rapports d'argent et sa destruction de l'environnement. Il proposait, enfin, un retour à l'autoproduction villageoise.

A 85 ans, l'homme, en pleine forme, n'a rien renié de ses idées, mais celles-ci n'intéressent plus personne en Afrique. Comme beaucoup d'intellectuels africains, il s'est investi et peut-être perdu dans la politique sans pouvoir appliquer ses convictions dans les postes ministériels qu'il a occupés.

Dans le même temps cependant, les faillites des développements condamnaient les populations à inventer leur survie dans la débrouille. C'est cette auto organisation par la débrouille des exclus de la modernité économique que j'ai tenté d'analyser dans « L'autre Afrique ». Elle constitue, à sa façon, un exemple de construction de société autonome et économe soutenable dans des conditions infiniment plus précaires que ne le seraient les sociétés de décroissance au Nord, sans rien devoir ou presque aux élites intellectuelles et politiques du continent.

³⁴ Paris, éditions ouvrières.

Cette capacité, non seulement de survivre mais de construire une vie complète largement en dehors de la société mondiale de marché, repose sur un triple niveau de bricolage : le niveau de l'imaginaire avec la prolifération des cultes synchrétiques et des sectes (y compris en pays musulman avec les confréries et leurs dissidences), le niveau techno économique avec la récupération ingénieuse, industrielle et entreprenante (par opposition à la rationalité économique occidentale : ingénieure, industrielle et entrepreneuriale), et surtout le niveau social avec l'invention d'un lien « néo-clanique » (par les participations croisées à une foule d'associations).

Pour autant, l'alternative au développement, au Sud comme au Nord, ne saurait être un impossible retour en arrière, ni l'imposition d'un modèle uniforme « d'accroissance ». Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. Formule paradoxale qui résume bien le double défi. On peut parier sur toute la richesse de l'invention sociale pour le relever, une fois la créativité et l'ingéniosité libérées du carcan économiste et développementaliste. (...)

Le projet d'une société autonome africaine

Dès 1986, dans mon livre « Faut-il refuser le développement ? », était esquissé le projet de construction d'une société alternative autonome. Si dans « L'autre Afrique »³⁵, je me suis intéressé au mode d'auto organisation des naufragés du développement comme forme embryonnaire de cette société, prétendre que j'y faisais un « éloge sans nuance de l'économie informelle » (J. M. Harribey) participe de la désinformation. L'étude de l'auto organisation des exclus du banquet de la surconsommation au Sud est intéressante pour comprendre qu'on peut survivre au développement et hors du développement, dans une grande précarité mais grâce à la richesse des liens sociaux. Il est clair cependant que la décroissance au Nord est une condition de l'épanouissement de toute forme d'alternative au Sud.

Pour l'Afrique, la décroissance de l'empreinte écologique (mais aussi du PIB) n'est, bien évidemment, ni nécessaire ni souhaitable. Mais on ne doit pas en conclure pour autant qu'il faille y construire une société de croissance. La décroissance concerne les sociétés du Sud dans la mesure où elles sont engagées dans la construction d'économies de croissance afin d'éviter de s'enfoncer plus avant dans l'impasse à laquelle cette aventure les condamne. Les sociétés du Sud pourraient ou devraient, s'il en est temps encore, se « **désenve-**

³⁵ Albin Michel, 2001.

lopper » c'est à dire se délivrer des obstacles sur leur chemin pour se réaliser autrement. Mais d'abord, il est clair que la décroissance au Nord est une condition de l'épanouissement de toute forme d'alternative au Sud. Tant que l'Éthiopie et la Somalie sont condamnées, au plus fort de la disette, à exporter des aliments pour nos animaux domestiques, tant que nous engraissons notre bétail de boucherie avec les tourteaux de soja obtenus sur les brûlis de la forêt amazonienne, nous asphyxions toute tentative de véritable autonomie pour le Sud. Sans compter que ces « déménagements » planétaires contribuent à déréguler un peu plus le climat, que ces cultures spéculatives de latifondiaires privent les pauvres du Brésil de haricots et qu'en prime on risque d'avoir des catastrophes biogénétiques du genre vaches folles...

Oser la décroissance au Sud, c'est tenter d'enclencher un mouvement en spirale pour se mettre sur l'orbite du cercle vertueux des 8 R³⁶. Cette spirale introductive à la décroissance au Sud pourrait s'organiser avec d'autres « R », à la fois alternatifs et complémentaires, comme Rompre, Renouer, Retrouver, Réintroduire, Récupérer, etc. Rompre avec la dépendance économique et culturelle vis-à-vis du Nord. Renouer avec le fil d'une histoire interrompue par la colonisation, le développement et la mondialisation. Retrouver et se réapproprier une identité culturelle propre. Réintroduire les produits

³⁶ Rappelons ces huit objectifs interdépendants susceptibles d'enclencher un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable : Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Redistribuer, Relocaliser, Réduire, Réutiliser, Recycler.

spécifiques oubliés ou abandonnés et les valeurs « anti-économiques » liées au passé de ces pays. Récupérer les techniques et savoir-faire traditionnels.

La première étape consiste à rompre avec la dépendance économique et culturelle vis-à-vis du Nord. La rupture de la dépendance est fondamentalement plus culturelle qu'économique. Certes, une politique économique autonome est indispensable. La rupture avec l'exportation systématique de cultures spéculatives au détriment de l'autosuffisance alimentaire est d'autant plus nécessaire que c'est aussi l'autosuffisance en eau qui est en question. « En même temps que les produits agricoles comme le cacao, le café, le coton, le soja, l'arachide, etc. note Andrea Masullo, voyage de ces pays affamés et assoiffés, vers le Nord du monde, un flux caché d'eau : il s'agit de l'eau qui a servi à produire ces récoltes »³⁷. Pour beaucoup de pays d'Afrique noire, la seule « déconnexion » suffirait à éliminer rapidement la misère et à engendrer un bien-être, à l'abri du consumérisme. Nous avons vu en Centrafrique le spectacle désolant de paysans attendant en vain des journées entières, au bord des routes, un acheteur éventuel de leur surplus agricole. L'impossibilité pour les paysans de se procurer les quelques francs CFA nécessaires à l'achat du savon, du sel, du pétrole lampant, éléments dérisoires et néanmoins constitutifs de l'aisance frugale à laquelle ils aspirent, résulte de la pénurie d'un argent rare venu d'ailleurs qui ne suffit pas à payer les fonctionnaires et

³⁷ Andrea Masullo, *Dal mito della crescita al nuovo umanesimo. Verso un nuovo modello di sviluppo sostenibile*. Delta 3 Edizioni. 2004, p. 25.

nourrit un circuit pervers d'importations et de corruption. Les objecteurs de croissance n'ont aucune raison, dans ce cas, de ne pas faire leur les programmes de « delinking » (déconnexion)³⁸, préconisés naguère par les tiers-mondistes, comme Samir Amin. Toutefois, celle-ci ne suffit pas et ne peut d'ailleurs réussir si elle n'est pas accompagnée d'une perspective plus ambitieuse.

Si la décolonisation politique s'est accomplie, celle de l'imaginaire reste à faire. Dénoncer l'imposture de la croissance pour le Sud est essentiel. Car elle est non seulement, comme au Nord, une guerre économique, (avec ses vainqueurs bien sûr, mais plus encore ses vaincus), mais aussi le pillage sans retenue de la nature, l'occidentalisation du monde et l'uniformisation planétaire, et enfin, le génocide ou tout au moins l'ethnocide pour toutes les minorités indigènes. Sans entrer dans le débat, pourtant essentiel, de la déculturation, on peut dire qu'il s'agit d'une « machine » à affamer les peuples. Avant les années 1970, en Afrique, les populations étaient « pauvres » au regard des critères occidentaux, en ce sens qu'elles disposaient de peu de biens manufacturés, mais personne, en temps normal, ne mourait de faim. Après 50 années de développement, c'est chose faite. Mieux, en Argentine, pays traditionnel d'élevage bovin, avant l'offensive développementiste des années 80, on gaspillait inconsidérément la viande de boeuf, abandonnant les bas morceaux. Aujourd'hui, les gens

³⁸ Samir Amin, *La déconnexion - Pour sortir du système mondial*. La Découverte, 1985.

pillent les supermarchés pour survivre, et les fonds marins, exploités sans vergogne par les flottes étrangères entre 1985 et 1995 pour accroître des exportations sans grand profit pour la population, ne peuvent plus constituer un recours³⁹. Ce qui est aussi en passe de devenir le cas pour l'Afrique, le long des côtes de la Mauritanie, du Sénégal, du Cameroun, etc. Comme le dit Vandana Shiva : « Sous le masque de la croissance se dissimule, en fait, la création de la pénurie »⁴⁰.

Renouer avec le fil d'une histoire interrompue par la colonisation, le développement et la mondialisation est important pour retrouver et se réapproprier une identité culturelle propre. Pour devenir l'acteur de son destin, il faut d'abord être soi-même et non le reflet captif de l'autre. Les racines ne sont pas à cultiver pour elles-mêmes dans une rumination passéiste de la grandeur perdue - ce qui risque de mener à des formes de fondamentalisme ou d'ethnisme - mais sont indispensables dans la perspective d'un nouveau départ. Réintroduire les produits spécifiques oubliés ou abandonnés et les valeurs « antiéconomiques » liées à l'histoire de chaque culture participe de ce programme ainsi que récupérer les techniques et savoir-faire traditionnels. Si on veut vraiment, au Nord, inclure un souci de justice plus poussé que la seule et nécessaire réduction de « l'empreinte écologique », peut-être faut-il faire droit à une autre « dette » dont le « remboursement » est parfois

³⁹ Hervé Kempf. *La pêche argentine victime, elle aussi, d'une politique trop libérale*. Le monde du samedi 5 janvier 2002.

⁴⁰ Shiva Vandana, *Le terrorisme alimentaire. Comment les multinationales affament le tiers-monde*. Fayard, 2001. p. 8.

réclamé par les peuples indigènes : Restituer. La restitution de l'honneur perdu (celle du patrimoine pillé est beaucoup plus problématique) pourrait consister à entrer en partenariat de décroissance avec le Sud.

Nous sommes encore là dans l'utopie concrète et féconde, non dans un programme politique. Je ne présenterai pas un agenda de construction de société autonome en Afrique comme je l'ai fait pour l'Europe dans mes articles du Monde diplomatique, parce que je pense que ce sont les populations concernées qui doivent déterminer le contenu du projet et qu'elles sont parfaitement capables de le faire. Il est certain que sa mise en oeuvre au Sud se heurte à des obstacles nombreux. Si tu penses à un lion, monte dans un arbre, dit un proverbe bantou. Si, au Nord, celui qui s'attaque à un tel projet politique risque d'être assassiné, au Sud le simple fait d'y songer peut vous valoir le sort de Patrice Lumumba, Thomas Sankara ou Salvador Allende. Néanmoins, pour offrir quelques éléments concrets d'un programme d'autonomie à débattre, j'en emprunterai une esquisse à mon ami Pierre Gevaert, qui a beaucoup réfléchi à la question. « Pour les Africains, en particulier, écrit-il, pas encore devenus esclaves du confort moderne, il suffirait de veiller aux sept points suivants :

1. A ne pas trop compter sur les fausses richesses occidentales, donc à retrouver un maximum d'autonomie par rapport à elles.
2. A remplacer, en partie, les devises en papier étranger (Franc CFA, dollar, livre sterling, etc.) par une monnaie locale d'échange inspirée des SEL.

3. A arrêter progressivement les monocultures d'exportation, pour les remplacer par des cultures vivrières, non dépendantes des intrants extérieurs (engrais chimiques, pesticides, etc.) grâce au compost qui utilise chaque brin de paille, les fumiers et autres matières organiques (...).

4. En cas de récoltes excédentaires, essayer de transformer les matières premières soi-même, afin de ne pas rentrer dans le jeu des marchés inéquitables et de profiter des valeurs ajoutées générées par les transformations (exemple pâte de sésame ou d'arachide)...

5. Protéger sa terre, son sol, en entourant les parcelles de « diguettes anti-érosives...

6. Cuisiner avec le soleil, grâce au four solaire que le menuisier local peut construire à un prix maximum de 100 euros...

7. Créer un maximum de réservoirs ou de retenues d'eau pour stocker l'eau des pluies (...) »⁴¹.

Ce programme limité au monde rural constitue un exemple des formes pratiques que pourraient revêtir la reconquête de l'autonomie. Il rejoint, ce faisant, les initiatives mises en place, il y a quelques années déjà, par Bernard Ledea Ouadraogo avec les Naam au Burkina Faso ou le mouvement des 6 S.

Conclusion

Cette « autre Afrique » des champs, comme l'autre Afrique des banlieues que j'ai étudiée dans mon livre,

⁴¹ Pierre Gevaert, *Alerte aux vivants et qui veulent le rester*, Ruralis, Commarque 2005. pp. 97/98

est gravement menacée par ce que mon amie malienne Aminata Traoré a appelé **le viol de l'imaginaire**⁴² qui se déploie sans retenue avec la soi-disante mondialisation. (...) Si nous avons pu témoigner de sa surprenante « réussite », la colonisation de l'imaginaire menace désormais l'autre Afrique, après avoir corrompu l'Afrique officielle. (...) Voici quelques années, dans ce même Bénin de Téhoédjré, de vieilles villageoises me disaient : « Quand est-ce que vous allez revenir, vous, les Français, car depuis votre départ, on souffre trop ? » Aujourd'hui, ce sont les jeunes qui vous assaillent et vous interpellent : « aidez-nous à aller en France. Ici nous n'avons rien à espérer ».

Le paradoxe africain rejoint ainsi tragiquement le paradoxe occidental. Comme l'écrivait mon regretté ami Jean Baudrillard, « La culture occidentale ne se maintient que du désir du reste du monde d'y accéder »⁴³.

Sans nul doute, pour mettre en oeuvre ces politiques de « décroissance », il faut en préalable, au Sud comme au Nord, une véritable cure de désintoxication collective. La croissance, en effet, a été à la fois un virus pervers et une drogue. La rupture des chaînes de la drogue sera d'autant plus difficile qu'il est de l'intérêt des trafiquants (en l'espèce la nébuleuse des firmes transnationales) de nous maintenir dans l'esclavage. Toutefois, il y a toutes les chances pour que nous y soyons incités par le choc salutaire de la nécessité.

⁴² *Le viol de l'imaginaire*. Actes Sud/Fayard. 2002.

⁴³ Chronique de Libération du 18 novembre 2005 (reprise le 7 mars 2007).

L'occidentalisation à l'heure de la «globalisation». Défi européen et voie africaine

« Pourquoi Dieu, en détruisant le rêve de Babel, n'a-t-il pas voulu d'un gouvernement mondial, d'un marché mondial, d'une banque mondiale, d'une démocratie mondiale ? Pourquoi a-t-il préféré, pour permettre aux hommes de communiquer, de petites huttes à échelle humaine, avec des fenêtres et des rues, et non des autoroutes de l'information ? (...) Pour le philosophe, (la réponse) c'est pour que les rapports humains restent personnels ».

Raimon Panikkar⁴⁴

mon livre « L'occidentalisation du monde » est paru en France en 1989. En ce temps là, on parlait beaucoup du déclin de l'empire américain. C'était d'ailleurs le titre d'un film à succès du réalisateur québécois Denis Arkan. Par une de ces ruses dont l'histoire a le secret, ce n'est pas l'empire américain qui s'est écroulé mais, chose incroyable et non prévue, l'empire soviétique. Depuis 1989, quinze ans seulement se sont écoulés (et en même temps une éternité !) ; la chute du

⁴⁴ Le Monde du mardi 2 avril 1996 : *Qui a peur de perdre son identité l'a déjà perdue* (Entretien avec Henri Tincq).

mur de Berlin semblait annoncer la fin du mensonge et des illusions totalitaires. Pendant quelques années le monde occidental se prit à rêver de la paix perpétuelle qu'amènerait à coup sûr l'extension rapide à toute la planète de l'économie de marché, des droits de l'homme, des techno sciences et de la démocratie. Aujourd'hui, le cauchemar a clairement succédé au rêve.

Le lendemain du 11 septembre 2001, jour de l'attentat contre les « Twin Towers », un ami me téléphonait pour me dire que, relisant la conclusion de « L'économie dévoilée » intitulée « La fin du rêve occidental », il trouvait que l'analyse y était prophétique⁴⁵. Déjà, dans « L'occidentalisation du monde », Je mettais en garde contre la montée d'un terrorisme disposant de moyens

⁴⁵ J'y écrivais : « En réduisant la finalité de la vie au bonheur terrestre, en réduisant le bonheur au bien-être matériel et en réduisant le bien-être au PNB, l'économie universelle transforme la richesse plurielle de la vie en une lutte pour l'accaparement des produits standard. La réalité du jeu économique qui devait assurer la prospérité pour tous n'est rien d'autre que la guerre économique généralisée. Comme toute guerre, elle a ses vainqueurs et ses vaincus ; les gagnants bruyants et fastueux apparaissent auréolés de gloire et de lumière ; dans l'ombre, la foule des vaincus, les exclus, les naufragés du développement, représentent des masses toujours plus nombreuses. Les impasses politiques, les échecs économiques et les limites techniques du projet de la modernité se renforcent mutuellement et font tourner le rêve occidental en cauchemar. Seul un *réenclassement* de l'économie et du technique dans le social pourrait nous permettre d'échapper à ces sombres perspectives. Il faut *décoloniser notre imaginaire* pour changer vraiment le monde, avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur ». *L'économie dévoilée, du budget familial aux contraintes planétaires*, sous la direction de Serge Latouche, Autrement, Paris, nov 1995, pp. 194-195.

technologiques toujours plus sophistiqués, appelé à un bel avenir du fait de la croissance des inégalités Nord-Sud et de la montée des frustrations et du ressentiment⁴⁶. Désormais, l'occidentalisation est devenue la mondialisation et mes prévisions les plus sinistres se sont malheureusement réalisées.

On ne désamorçera pas la bombe qui menace de nous faire sauter et on n'apaisera pas la soif de revanche des laissés pour compte, en se mettant la tête dans le sable comme l'autruche et en se gargarisant de belles paroles sur l'avènement prétendu d'une société multiethnique et multiculturelle planétaire. (...) Il s'agit, en effet, de réintroduire une forte dose de savoir-vivre dans un monde qui souffre d'un excès de savoir-faire... Sans doute vaut-il mieux affronter avec lucidité le péril de la mondialisation qui pourrait bien signifier la faillite de notre universalisme « tribal » et envisager sereinement son remplacement par un « pluriversalisme » authentique. La sagesse africaine et l'expérience historique de la vieille Europe ne sont pas de trop pour collaborer à ce programme.

L'illusion du multiculturalisme

La mondialisation actuelle nous montre ce que le développement a été et que nous n'avons jamais voulu voir. Elle est, en effet, le stade suprême de l'impérialisme de

⁴⁶ *L'occidentalisation du monde*, La découverte, Paris 1989 (Réédition 2006).

l'économie. Rappelons la formule cynique d'Henry Kissinger : « La mondialisation n'est que le nouveau nom de la politique hégémonique américaine ». Mais alors quel était l'ancien nom ? C'était tout simplement le développement économique lancé par Harry Truman en 1949 pour permettre aux Etats-Unis de s'emparer des marchés des ex-empires coloniaux européens et éviter aux nouveaux Etats indépendants de tomber dans l'orbite soviétique. Et avant l'entreprise développementiste ? Le plus vieux nom de l'occidentalisation du monde était tout simplement la colonisation et le vieil impérialisme. Si le développement, en effet, n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la *nouvelle* mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement avec d'autres moyens. Mondialisation et américanisation sont des phénomènes intimement liés à un processus plus ancien et plus complexe : l'occidentalisation.

Toutefois, l'Occident est un lieu introuvable. L'expérience historique unique et spécifique du monde moderne révèle un ensemble de forces relativement permanentes et des dimensions constantes sous des formes toujours renouvelées. Le triomphe actuel de la société technicienne et marchande s'explique en partie par la conception grecque de la *phusis* et de la *tekhné* ; mais seule une adhésion à la croyance métaphysique d'une continuité absolue et d'un déterminisme stricts pourrait éliminer le hasard, les accidents et les circonstances, dans le long parcours qui nous sépare de nos origines helléniques, judaïques et chrétiennes.

L'Occident n'a consistance que dans une histoire authentique, ni totalement déterministe, ni rétrodictive, ni pleinement évolutionniste. Le passé éclaire le présent, l'explique, mais parfois le contredit et laisse présager d'autres destins qui ne se sont pas produits. Le présent poursuit certains des desseins du passé mais innove aussi radicalement.

Ce n'est qu'au terme d'une longue Odyssée que l'idéologie et la « culture » occidentales aboutiront à l'économicisation de la vie. Il est vrai que ce processus a été poussé le plus loin aux Etats Unis, terre vierge où le poids de l'histoire était quasi-absent.

Après cinquante ans d'occidentalisation économique du monde, il est naïf et de mauvaise foi d'en regretter les effets pervers. Partout dans le monde on se massacre allègrement et les États se défont au nom de la pureté de la race ou de la religion. Il y a tout lieu de penser que cet effarant retour de l'ethnocentrisme du Sud et de l'Est est au fond rigoureusement proportionnel à la secrète violence impliquée par l'imposition de la norme universaliste occidentale. Comme si, derrière l'apparente neutralité de la marchandise, des images et du juri-disme, nombre de peuples percevaient en creux un ethnocentrisme paradoxal, un ethnocentrisme universaliste, l'ethnocentrisme du Nord et de l'Ouest, d'autant plus dévastateur qu'il consiste en une négation officielle radicale de toute pertinence des différences culturelles. Et qui ne voit dans la culture que la marque d'un passé à abolir définitivement.

On est ainsi enfermé dans un manichéisme suspect et

dangereux : ethnicisme ou ethnocentrisme, terrorisme identitaire ou universalisme cannibale.

Pourtant, la mondialisation culturelle s'annonce aussi comme l'avènement d'une société multiculturelle. Le multiculturalisme est un terme qui était encore assez peu employé il y a quinze ans du moins en Europe. Pour les thuriféraires de « la mondialisation heureuse » comme Alain Minc, le triomphe planétaire de l'économie de marché et de la pensée unique, loin de « broyer les cultures nationales et régionales », provoquerait une « offre » inégalée de diversité répondant à une demande croissante d'exotisme. La société *globale* se produirait tout en préservant les valeurs fondamentales de la modernité : droits de l'homme et démocratie. Et en effet, dans les grandes métropoles, le libre citoyen peut à son choix déguster dans des restaurants « ethniques » toutes les cuisines du monde, écouter des musiques très diverses (folk, afro-cubaine, afro-américaine...), participer aux cérémonies religieuses de cultes variés, croiser des personnes de toutes couleurs avec parfois des tenues spécifiques. Cette « nouvelle » diversité culturelle mondialisée s'enrichit encore des hybridations et métissages incessants que provoque le brassage des différences. Il en résulte l'apparition de nouveaux « produits ». Le tout dans ce climat de grande tolérance de principe qu'autoriserait un État de droit laïc. « Jamais, proclamait Jean-Marie Messier, du temps de sa splendeur, lorsqu'il était le boulimique représentant des transnationales du multimédia, l'offre culturelle n'a été aussi large et diverse ». « L'horizon, pour les

générations à venir, poursuivait-il, ne sera ni celui de l'hyper domination américaine ni celui de l'exception culturelle à la française, mais celui de la différence acceptée et respectée des cultures »⁴⁷. Curieusement, cette position *médiatique* semble rejoindre celle de certains anthropologues comme Jean-Loup Amselle pour qui « plutôt que de protester contre la domination américaine et de réclamer un état d'exception culturelle assisté de quotas, il serait préférable de montrer en quoi la culture française contemporaine, son signifié, ne peut s'exprimer que dans un signifiant planétaire globalisé, celui de la culture américaine »⁴⁸. Celle-ci serait devenue un *opérateur d'universalisation* dans lequel nos spécificités peuvent se reformuler sans se perdre. Le vrai péril alors ne serait pas l'uniformisation, mais bien plutôt la *balkanisation* des identités. Ainsi, du constat incontestable que les cultures ne sont jamais « pures, isolées, et fermées » mais vivent bien plutôt d'échanges et d'apports continuels, que par ailleurs, une *américanisation* totale est vouée à l'échec, que, même dans un monde anglicisé et « macdonaldisé », les différences de langage et de cuisine se reconstitueraient, beaucoup en concluent hâtivement, à notre sens, que la crainte de l'uniformisation planétaire est sans fondement⁴⁹.

⁴⁷ Jean-Marie Messier, président-directeur général de Vivendi Universal, *Vivre la diversité culturelle*, Le Monde du 10/04/2001.

⁴⁸ Jean-Loup Amselle, *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Flammarion, 2001, p. 13.

⁴⁹ Je ne crois pas que ce soit la position de Jean-Loup Amselle, mais c'est bien celle que Nicole Lapierre, dans son compte-rendu de son livre lui attribue. Voir *L'illusion des cultures pures* compte rendu de l'ouvrage de Jean-Loup Amselle *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures* (Flammarion, 2001), Le Monde du 4 mai 2001.

L'invention de nouvelles « sous cultures » locales et l'émergence de « tribus » dans nos banlieues gommieraient les effets de l'impérialisme culturel.

Cette position en face d'une situation neuve se retrouve partiellement également dans de récents livres, y compris de gens dont je me sens proche⁵⁰.

Un tel point de vue n'est soutenable qu'à la condition de confondre les tendances lourdes du système dominant avec les résistances qu'il suscite, de dissocier à la façon anglo-saxonne l'économie de la culture et de refuser de voir que l'économie est en passe de phagocytter en Occident tous les aspects de la vie.

Remettons les pendules à l'heure. Loin d'entraîner la fertilisation croisée des diverses sociétés, la mondialisation impose à autrui une vision particulière, celle de l'Occident et plus encore celle de l'Amérique du Nord. Un ancien responsable de l'administration Clinton, M. David Rothkopf, déclarait froidement : « Pour les Etats-Unis, l'objectif central d'une politique étrangère de l'ère de l'information doit être de gagner la bataille des flux de l'information mondiale, en dominant les ondes, tout comme la Grande-Bretagne régnait autrefois sur les mers » ; Il ajoutait : « Il y va de l'intérêt économique et politique des Etats-Unis de veiller à ce que, si le monde adopte une langue commune, ce soit l'anglais ; que, s'il s'oriente vers des normes communes en matière de télécommunications, de sécurité et de qualités, ces normes

⁵⁰ Je pense à *Eccessi di culture* de Marco Aime (Giulio Einaudi editore, Torino 2004) et à *La fin de l'occidentalisation du monde* de Henry Panhuys, sous-titré précisément : *De l'unique au multiple*, L'Harmattan, Paris, 2004.

soient américaines ; que, si ses différentes parties sont reliées par la télévision, la radio et la musique, les programmes soient américains ; et que, si s'élaborent des valeurs communes, ce soit des valeurs dans lesquelles les Américains se reconnaissent ». Il conclut en affirmant que ce qui est bon pour les Etats-Unis est bon pour l'humanité ! « Les Américains ne doivent pas nier le fait que, de toutes les nations dans l'histoire du monde, c'est la leur qui est la plus juste, la plus tolérante, la plus désireuse de se remettre en question et de s'améliorer en permanence, et le meilleur modèle pour l'avenir »⁵¹. Loin d'être isolée cette position est partagée par les « néo-cons » qui entourent G. W. Bush. Cet impérialisme culturel aboutit le plus souvent à ne substituer à la richesse ancienne de sens qu'un vide tragique. Ce *désenchantement du monde* a été bien analysé par Max Weber. « Le tramway marche, certaines causes produisent certains effets, mais nous ne savons plus ce qu'est notre devoir, pourquoi nous vivons, pourquoi nous mourons »⁵². Les réussites de métissages culturels sont plutôt d'heureuses exceptions, souvent fragiles et précaires. Elles résultent plus de réactions positives aux évolutions en cours que de la logique globale.

L'irruption des revendications identitaires au contraire constitue le retour du refoulé. La mégamachine *globale* rase tout ce qui dépasse du sol, mais elle enfonce les

⁵¹ David Rothkopf, *In Praise of Cultural Imperialism?*, Foreign Policy, n° 107, Washington, été 1997.

⁵² Bien résumé ainsi par Christian Laval, *L'ambition sociologique*. La découverte/MAUSS, 2002. p. 427.

superstructures et conserve à son insu les fondations, en tout cas cette aspiration indéracinable : l'aspiration à une identité. Sous l'uniformisation planétaire, on peut retrouver les racines des cultures humiliées qui n'attendent que le moment favorable pour resurgir, parfois déformées et monstrueuses. Faute d'une place nécessaire et d'une légitime reconnaissance, les cultures refoulées font partout retour ou se réinventent de manière explosive ou violente.

Parce que l'universalisme des Lumières n'est que le particularisme de la « tribu occidentale », il laisse derrière lui bien des survivances, suscite bien des résistances, favorise des recompositions et engendre des formations bâtarde étranges ou dangereuses.

Les réactions défensives face à l'échec du développement, les volontés d'affirmation identitaire, les résistances à l'homogénéisation universelle vont prendre des formes différentes plus ou moins agressives ou plus ou moins créatives et originales. Dans les sociétés plus déculturées comme l'Euramérique, la culture se réduit au recyclage marchand des survivances imaginaires et des aspirations déçues. Ces survivances culturelles servent aussi malheureusement de « banques de données » pour alimenter les conflits « ethniques » exacerbés qui émergent sur la base de l'indifférenciation et de la perte de sens. Les replis identitaires provoqués par l'uniformisation planétaire et la mise en concurrence exacerbée des espaces et des groupes sont d'autant plus violents que la base historique et culturelle en est plus fragile. L'identité culturelle est une

aspiration légitime, mais coupée de la nécessaire prise de conscience de la situation historique, elle est dangereuse. Ce n'est pas un concept instrumentalisable. D'abord, lorsqu'une collectivité commence à prendre conscience de son identité culturelle, il y a fort à parier que celle-ci est déjà irrémédiablement compromise. Produit de l'histoire, largement inconsciente, elle est dans une communauté vivante toujours ouverte et plurielle. Au contraire, instrumentalisée, elle se renferme, devient exclusive, monolithique, intolérante, totalisante, en danger de devenir totalitaire. La purification ethnique n'est pas loin.

Avec l'islamisme radical, l'universalisme occidental se trouve confronté à un universalisme tout aussi fort et réactionnel. Il ne s'agit pas cependant d'une voie véritablement différente ; l'anti-occidentalisme de ce courant est très affiché mais il ne va pas jusqu'à une remise en cause radicale du capitalisme. Le fonctionnement théocratique de l'Etat est plus une perversion de la modernité qu'un projet radicalement différent. Il implique, certes, un rejet de la métaphysique matérialiste de l'Occident mais il a besoin de garder la « base matérielle » et en particulier la machine. Ces mouvements anti-occidentaux s'accommodent fort bien de la technique et, le plus souvent, de l'économie de marché (la modernisation sans le modernisme). En fait, ce projet universaliste peut se lire comme le projet d'une *autre* mondialisation, la mondialisation islamique. Dans son livre récent « Jusqu'au bout de la foi », Naipaul décrit assez bien ce projet d'*islamiser la modernité*. De même

que Lénine définissait le socialisme par l'équation : les soviets plus l'électrification, les ingénieurs islamistes, indonésiens ou pakistanais, définissent leur projet par l'équation : la techno économie de pointe plus la *charia*. Là, on voit tout de suite que cette alternative est une fausse alternative. « Les néo fondamentalistes, remarque Olivier Roy, sont ceux qui ont su islamiser la globalisation en y voyant les prémices de la reconstitution d'une communauté musulmane universelle, à condition, bien sûr, de détrôner la culture dominante : l'occidentalisme sous sa forme américaine. Mais ce faisant, ils ne construisent qu'un universel en miroir de l'Amérique, rêvant plus de Mc Do hallal que de retour à la grande cuisine des vrais califes d'autrefois (...) La oumma imaginaire des néo fondamentalistes est bien concrète : c'est celle du monde global, où l'uniformisation des comportements se fait soit sur le modèle dominant américain (anglais et Mc Do), soit sur la reconstruction d'un modèle dominé imaginaire (djellaba blanche, barbe... et anglais) »⁵³. Le coeur de la mondialisation n'est pas remis en question, et la dimension *culturelle* qui lui est ajoutée n'est guère susceptible de plaire à tout le monde, pas plus que nos valeurs occidentales/chrétiennes. Pour eux, l'*autre* mondialisation social-démocrate que préconisent les « altermondialistes » est tout aussi fallacieuse, voire plus, que celle de Bush.

⁵³ Olivier Roy, *Au pied de la lettre* in *Manière de voir* N° 64 Juillet-Août 2002.

Plaidoyer pour un pluriversalisme

Il est un fait que le triomphe de l'imaginaire de la mondialisation a permis et permet une extraordinaire entreprise de délégitimation du discours relativiste même le plus modéré. Avec les droits de l'homme, la démocratie, et bien sûr l'économie (par la grâce du marché), les invariants transculturels ont envahi la scène et ne sont plus questionnables. On assiste à un véritable « retour de l'ethnocentrisme » occidental et anti-occidental. L'arrogance de l'apothéose du tout marché est elle-même une forme nouvelle d'ethnocentrisme.

Les adversaires de la mondialisation libérale d'Occident ou d'Islam devraient en tirer la leçon et éviter de tomber dans le piège de l'ethnocentrisme qui leur est tendu.

Il me paraît particulièrement intéressant pour tous ceux qui rejettent ou critiquent la mondialisation, l'économisation du monde et son occidentalisation de se plonger dans une pensée forte et profonde qui ne s'est pas laissée piéger par les gadgets culturels du métissage des cultures de la société ouverte. Nous pensons même que la voie du « pluriversalisme » tracée par le théologien et philosophe Indo catalan, Raimon Panikkar, est la seule qui offre un espoir d'éviter la chute dans la barbarie, voire même le suicide de l'humanité. Il s'agit à mes yeux de la contribution fondamentale du point de vue des conditions d'un authentique dialogue entre les civilisations et afin d'en éviter le « choc » (selon la sinistre prévision de Samuel Huntington que le gouvernement américain tente par tous les moyens de rendre « auto réalisatrice »...).

Il est sans doute essentiel à la survie de l'humanité, et précisément pour tempérer les explosions actuelles et prévisibles d'*ethnisme*, de défendre la tolérance et le respect de l'*autre*, non pas au niveau de principes universels vagues et abstraits, mais en s'interrogeant sur les formes possibles d'aménagement d'une vie humaine plurielle dans un monde singulièrement rétréci.

Il ne s'agit donc pas d'imaginer une culture de l'universel, qui n'existe pas, il s'agit de conserver suffisamment de distance critique pour que la culture de l'autre donne du sens à la notre. Certes, il est illusoire de prétendre échapper à l'absolu de sa culture et donc à un certain ethnocentrisme. Celui-ci est la chose du monde la mieux partagée. Là où l'affaire commence à devenir inquiétante, c'est quand on l'ignore et qu'on le nie ; car cet absolu est bien sûr toujours relatif.

On devrait commencer à savoir qu'il n'y a pas de valeurs qui soient transcendantes à la pluralité des cultures pour la simple raison qu'une valeur n'existe comme telle que dans un contexte culturel donné. Or même les critiques les plus déterminés de la mondialisation sont eux-mêmes, pour la plupart, coincés dans l'universalisme des valeurs occidentales. Rares sont ceux qui tentent d'en sortir. Et pourtant, on ne conjurera pas les méfaits du monde unique de la marchandise en restant enfermé dans le marché unique des idées.

Avec ses Persans⁵⁴, Montesquieu tentait de faire prendre conscience à l'Europe de la relativité de ses valeurs. Seulement dans un monde unique, dominé par une

⁵⁴ Mis en scène dans son livre fameux : « *Les lettres persanes* ».

pensée unique, il n'y a plus de Persans ! En bref, ne faut-il pas songer à remplacer le rêve universaliste bien défraîchi du fait de ses dérives totalitaires ou terroristes par un « pluriversalisme » nécessairement relatif c'est-à-dire par une véritable « démocratie des cultures » dans lequel toutes conservent leur légitimité sinon toute leur place ?

J'emprunte le mot « pluriversalisme » et plus encore l'idée à la philosophie de Raimon Panikkar. A travers son analyse de l'irréductible diversité culturelle et de l'imposture de l'universalisme occidental, il préconise un « pluriperspectivisme ». Il convient de dénoncer « la pensée unique » de l'*uni-versum* (un seul coté, tourné vers l'un) et plaider pour un « *pluri-versum* », un monde pluriel. « Pluralisme, remarque Panikkar pensant en fait au pluriversalisme, ne signifie pas la simple tolérance de l'autre, vu qu'il n'est pas encore trop fort ; pluralisme signifie l'acceptation de notre contingence, la reconnaissance que ni moi ni nous, n'avons de critères absolus pour juger le monde et les autres. Pluralisme signifie qu'il y a des systèmes de pensée et des cultures incompatibles entre eux ou, en utilisant une métaphore géométrique, qu'ils sont incommensurables (tels, que le sont le rayon et la circonférence ou l'hypoténuse et le cathète, en restant pour autant en coexistence et co-implication). La convivialité est quelque chose de beaucoup plus profond que la simple tolérance mutuelle »⁵⁵.

⁵⁵ Ramon Panikkar : *Les fondements de la démocratie (force, faiblesse, limite)*, Interculture, n° 136, Avril 1999, p. 21.

Ce n'est donc ni un métissage des cultures, ni même un dialogue interculturel, mais un dialogue « intra culturel » qu'il propose. « Si je ne découvre pas en moi le terrain où l'hindou, le musulman, le juif, l'athée, l'autre peut avoir une place - dans mon coeur, dans mon intelligence, dans ma vie - je ne pourrai jamais entrer dans un vrai dialogue avec lui »⁵⁶. En effet, comme l'a suggéré naguère le philosophe français, Dominique Janicaud, en transposant le théorème bien connu de Gödel, il n'y a pas de culture de toutes les cultures, puisqu'il n'y a pas d'ensemble de tous les ensembles. Pour qu'une culture existe, il faut qu'il y en ait au moins deux, car la culture ne se définit jamais que relativement. Elle se construit par assimilation des apports extérieurs et par différenciation par rapport aux autres cultures. « Les différentes cultures du monde, écrit un commentateur de Panikkar, sont comme ces personnes qui, penchées à la fenêtre de leur salon, peuvent voir l'intérieur de la pièce d'où parle leur interlocuteur, de l'autre côté de la rue, mais pas le leur, puisqu'il est dans leur dos »⁵⁷.

L'Europe a-t-elle un rôle à jouer dans ce projet ? Peut-elle relever le défi ? L'occidentalisation du monde aujourd'hui est plus une américanisation qu'une européanisation. L'uniformisation planétaire se fait sous le signe de l'*american way of life*. La plupart des signes extérieurs de la « citoyenneté » mondiale sont *made in USA*. Les Etats-Unis sont désormais l'unique superpuissance mondiale. Leur hégémonie politique, mili-

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ Achille Rossi, *Le mythe du marché*, Climats, 2005, p. 31.

taire, culturelle, financière et même économique est incontestable. Les principales firmes transnationales sont nord-américaines. Elles conservent la haute main sur les nouvelles technologies et sur les services haut de gamme. Le monde est une vaste manufacture mais le logiciel reste américain... Plus que la vieille Europe, l'Amérique incarne la réalisation quasi intégrale du projet de la modernité. Société jeune, artificielle et sans racines, elle s'est construite en fusionnant les apports les plus divers. L'organisation rationnelle, fonctionnelle et utilitaire qui a présidé à sa constitution est vraiment universaliste et fonde son unilatéralisme.

L'Europe peut-elle renier sa progéniture et se désolidariser du « monstre » dont elle a accouché ? En dépit des rivalités et des antagonismes de toutes sortes qui les opposent, elle en reste profondément complice et solidaire. Pour affirmer et renforcer sa différence, il lui faudrait renouer avec ses racines prémodernes et précapitalistes, comme la vision méditerranéenne, et retrouver sa parenté avec son versant oriental et orthodoxe toujours resté en marge. Ces deux Europes du Sud et de l'Est, en effet, sont aux confins de l'autre : le proche, le moyen et l'extrême Orient. Et d'abord, le monde musulman dans sa diversité turque, persane, mongole, berbère et arabe. Les échanges incessants, les complicités de toutes sortes les ont toujours (en tout cas, longtemps) gardées de l'autisme de l'Europe atlantique débouchant sur la démesure américaine. Ce projet d'une voie européenne originale, dont l'ébauche de constitution européenne ne peut malheureusement pas être

considérée comme une étape, est utopique sans doute, mais il est nécessaire peut-être pour l'avenir de l'Occident et celui du monde. Comme le dit encore notre théologien et philosophe indo-catalan, Raimon Panikkar : « C'est l'Europe qui doit collaborer à la désoccidentalisation du monde, et même parfois, ce sont les Européens qui doivent en prendre paradoxalement l'initiative auprès des élites occidentalisées d'autres continents qui, tels de nouveaux riches, se montrent plus papistes que le pape... L'Europe, ayant l'expérience de sa culture et ayant saisi ses limites, est mieux placée pour accomplir cette *métanoia* (*regrès/regret*) que ceux qui voudraient parvenir à jouir des biens de la civilisation européenne »⁵⁸.

Ecouter l'autre

Et l'Afrique ? En demandant à ce que j'ai appelé *l'autre* Afrique de nous aider à résoudre nos problèmes matériels, sociaux et culturels nous la reconnâtrions comme un partenaire authentique. C'est ainsi que nous pouvons le mieux contribuer à la renforcer. Si l'Afrique est pauvre de ce dont nous sommes riches, en revanche, elle est encore riche de ce dont nous sommes pauvres. Il y a en Afrique de véritables *experts* des relations harmo-

⁵⁸ Méditation européenne après un demi millénaire, in 1492-1992, *Conquête et évangile en Amérique Latine. Questions pour l'Europe aujourd'hui*, Acte du colloque de l'université catholique de Lyon, Profac, Lyon 1992. p.50.

nieuses entre l'homme et son environnement qui pourraient contribuer à nous sortir de la crise écologique (s'il en est encore temps). Il s'y trouve aussi des *spécialistes* en relations sociales et en solution des conflits qui pourraient nous proposer des *recettes* en matière de rapports entre générations, entre les sexes, entre majorités et minorités etc. Seulement, il nous faut opérer un « décentrement cognitif » : sortir de la déraison de notre rationalité économique et entrer dans une certaine sagesse africaine. (...)

Chapitre

Rationalité occidentale et Sagesse africaine.

« Nous avons commencé à souffrir du désir de gigantisme. Nous croyions que faire de grandes choses était un bien. C'est une maladie. Nous devons penser à des petits projets, à des petites choses. »

L'usage de la raison peut prendre deux formes très différentes, voire antagoniques : la voie du rationnel et la voie du raisonnable. La première voie, qui nous est familière, consiste à calculer à partir d'une évaluation quantitative, c'est notre rationalité économique. La seconde est la voie traditionnelle du politique et du juridique, elle consiste à délibérer à partir des arguments pour et contre. « Il existe ainsi, écrit Daniel Labéy, deux champs différents où peut s'exercer la raison : celui du démontrable et celui de l'opinable ». Il ajoute : « Dans le premier domaine la raison peut construire des démonstrations et exprimer des vérités au sens le plus strict. Dans le second, cette même raison ne peut conduire que des argumentations et exprimer du vrai-

⁵⁹ Dans un discours de novembre 1958, cité par Jean-Paul Besset, *op. cit.* p. 137.

semblable ou du probable »⁶⁰. Toutes les sociétés et en particulier les sociétés africaines ont utilisé la deuxième voie pour résoudre leurs problèmes sociaux. Seul l'Occident a transposé dans la sphère des rapports humains la première voie.

La déraison de la rationalité sans limite

Le choix de l'Occident en faveur du rationnel a entraîné une dévaluation du raisonnable, qui a été mis en une place injustement subalterne et souvent même chassé. L'art de mettre en oeuvre le raisonnable, la rhétorique, a subi le même sort et a été aussi congédié comme un serviteur indélicat⁶¹. La disparition de la *métis* (la ruse) de la pensée occidentale est révélatrice de cette bifurcation. « Pendant plus de dix siècles, note Jean-Pierre Vernant, un même modèle, extrêmement simple, vient rendre compte d'habiletés, de savoir-faire et d'activités aussi diverses que le tissage, la navigation et la médecine. D'Homère à Oppien, l'intelligence pratique et rusée, sous toutes ses formes, constitue une donnée permanente du monde grec. Son domaine est un empire, et le prudent, l'homme à *métis*, va prendre dans le même temps dix visages différents, s'incarnant dans les princi-

⁶⁰ Daniel Labéy, *Le système de la rhétorique ancienne et la raison*, Cegerna, mars 1994, p. 12 et *L'illustre précédent ou la rhétorique grecque du IV^e siècle regardée comme une méthode d'aide à la prise de décision publique*, Cegerna, Juillet 1996, p.9.

⁶¹ Voir en particulier Chaïm Perelman, *L'empire rhétorique*. Paris, Vrin, 1977.

paux types d'hommes de la société grecque de l'aurige au politique, en passant par le pêcheur, le forgeron, l'orateur, le tisserand, le pilote, le chasseur, le sophiste, le charpentier et le stratège : omniprésent, et pourtant étrangement absent, du moins de l'histoire qui nous est familière. Sans doute peut-il sembler paradoxal qu'une forme d'intelligence aussi fondamentale, aussi largement représentée dans une société comme la Grèce ancienne soit restée pour ainsi dire méconnue⁶² ».

Il est indéniable cependant que cette opération a eu pour l'Occident des résultats spectaculaires. L'efficacité économique résulte bien de l'application de la rationalité instrumentale érigée en absolu. Il s'en est suivi un effet de puissance inouï. Toutefois, cette efficacité prodigieuse se heurte à des limites. La mégamachine techno économique occidentale risque de se fracasser contre le mur de la démesure (l'*hybris* des Grecs). Le comportement *rationnel* de l'homme moderne à la recherche du profit maximum, en manipulant la nature sans limite, prétendument pour le plus grand bonheur de tous et de chacun est-il vraiment *raisonnable* ? Le système qui repose ainsi sur la compétition économique et technique effrénée, sous le signe de la raison occidentale, correspond-il à un modèle de sagesse ?

La déraison de la raison économique a été maintes fois dénoncée au moins sous telle ou telle de ses formes. Il est nécessaire d'en rappeler les principaux arguments

⁶² Detienne et Vernant, *Les ruses de l'intelligence. La mètis des Grecs*. Flammarion, Champs, 1974.

non pour eux-mêmes mais pour nous aider à restaurer le contenu du concept de raisonnable. La raison économique peut être jugée « déraisonnable » pour au moins cinq motifs :

- Elle repose sur une confusion de la fin et des moyens, ou plutôt supprime toute fin.
- Les objectifs qu'elle se fixe sont, eux aussi, sans fin, et de ce fait, vides.
- Elle propose une homogénéisation impossible de la diversité du monde.
- Elle postule l'existence d'un sujet porteur de la raison tout à fait problématique.
- Enfin, elle implique une passion pour elle-même qui n'a pas son fondement en elle-même.

Concrètement, par exemple, s'agissant de marchandises destinées à satisfaire les besoins plus ou moins codés des citoyens, en quoi consiste cette efficience ? Qu'est-ce qu'une voiture ou une maison la plus efficiente ? un complet veston optimal ? une coupe de coiffeur idéale ? le meilleur forfait vacances ? Sera-ce la voiture la plus rapide ? celle qui consomme le moins ? celle qui est la plus solide ? la plus sûre ? la moins chère ? la plus belle ? Sera-ce la maison la plus coquette ? la meilleure marché ? la mieux située ? sera-t-elle en béton ? en pierre ? en brique ? en terre ? en bois ? etc. On rie de la prétention publicitaire de la marque Lewis d'avoir inventé « *the ultimate jean* », le jean définitif. Le fait que ce vêtement soit devenu l'uniforme mondial de l'homme ordinaire prouve-t-il qu'il s'agisse du meilleur vêtement ?

Tout cela dépend des goûts de chacun ; mais la rationa-

lité tend à uniformiser aussi les goûts pour que le calcul subjectif se fonde dans le calcul objectif. L'efficience serait vide et le jean Lewis ne serait pas définitif si chaque personne en décidait selon une véritable personnalité, et qu'il n'y eut qu'un client par modèle. Le marché est la procédure normale pour le choix rationnel. La marchandise élue est efficiente parce qu'élue. Cette marchandise élue ne peut être qu'éphémère, car rien n'assure que l'efficience est atteinte. A l'inverse, les produits qui durent ne sont pas les meilleurs. Ce ne sont que de *bons* produits. La Ford T était une bonne voiture. Elle s'est vendue à 16 millions d'exemplaires pendant des décennies. Ford ne cherchait pas à construire une voiture performante mais une voiture fiable et économique convenant aux américains moyens. Si c'était possible, beaucoup de gens se contenteraient de même d'une *bonne* maison, voire d'un bon vêtement ; d'ailleurs, ils seraient bien en peine de définir la *meilleure* maison. Le raisonnable se définit dans ce cas par des attentes concrètes. c'est l'effectif/efficace (*effectiveness*) et non l'efficient (*efficiency*). En bref, le mieux (l'efficience) est l'ennemi du bien (l'efficace). L'un en veut toujours plus, l'autre se satisfait d'une juste mesure.

Notre instinct, formé par la tradition classique, nous avertit qu'en dépit de la fascination pour l'aventure prométhéenne de la modernité, une ligne blanche a été franchie. En vertu du *principe de précaution*, tant à la mode par ces temps de risques technologiques majeurs, ne serait-il pas sage de retrouver la sagesse, raisonnable

d'en revenir au raisonnable, prudent de renouer avec la prudence ? Ne serait-il pas indiqué de donner son congé à cet autre enfant de la raison qu'est la rationalité techno-scientifico-économique, dès lors qu'elle est devenue la folle du logis ?

Ce raisonnable qui fait contraste à la « disposition géométrique », à cette pensée du quantitatif qui domine en Occident depuis quelques siècles, n'est autre que la *phronèsis* au sens d'Aristote. La *phronèsis* concerne avant tout le domaine des actions utiles à la conservation de la société. « La prudence, selon Aristote, est cette disposition pratique, accompagnée de règle vraie, concernant ce qui est bon et mauvais pour l'homme ». Le *phronimos*, l'homme prudent, possède cette capacité pratique, qui « est capable de délibérer correctement sur ce qui est bon et avantageux pour lui » (Eth. à Nic., VI, 5). Il tient compte de la complexité des situations, de la « pluralité des mondes », pour parler comme les conventionnalistes, et donc des valeurs et surtout des conflits de valeurs. Il est aidé en cela par la Rhétorique classique, qui est une méthode de perfectionnement,

⁶³ Labéy, *op. cit.* p. 35.

⁶⁴ « Il n'est pas contestable que, pour Aristote, le modèle du prudent, du *phronimos*, est le politique, l'homme dont « la réussite doit plus au coup d'oeil qu'à un savoir imperturbable » Aubenque cité p. 305.

⁶⁵ Le terme de *phronèsis* est mal rendu en latin par la « *prudencia* » de Cicéron. « Le contenu sémantique de *phronèsis* a été prolongé au cours des siècles par le latin *prudencia*, la prudence. Nous avons évité cette traduction et une rhétorique renouvelée devrait également l'éviter. Le terme de prudence en français connote des idées assez différentes et même dans certains cas passablement opposées. Il évoque plutôt la retenue et l'excès de la retenue, presque le bord de

« un art de préparation à la délibération et au jugement éclairé »⁶³. La prudence est la qualité fondamentale du grand homme d'État, le *phronimos*, dont Aristote voit l'exemple en Périclès⁶⁴, celui qui a su gérer les affaires humaines,⁶⁵ et Thucydide dans Thémistocle⁶⁶. La *phronèsis* implique donc un certain degré de cette métis dont elle est issue. Toutefois, elle n'est pas la recherche du succès à tout prix. Elle n'est pas une pure technique. La recherche du bien est toujours présente. C'est pourquoi la *phronèsis* convient tout particulièrement pour sortir de la crise contemporaine. Et c'est là que l'Afrique peut nous apporter son assistance technique...

l'hésitation, alors que la *phronèsis* évoque (...) une pensée pour l'action. Le terme de prudence a seulement conservé sa force originelle dans l'expression, très romaine, de jurisprudence qui est le degré supérieur du droit et la recherche suprême de l'équité dans les cas douteux de l'interprétation de la loi ». Labéy, *op. cit.* 1994, p. 25. Voir aussi Castoriadis *op. cit.* p. 212.

⁶⁶ Agilité d'esprit, sûreté du coup d'oeil, intelligence immédiate d'une situation nouvelle : ce sont les vertus canoniques du prudent, mais réunies dans un homme qui, aux yeux de Thucydide, dominait ses contemporains par sa clairvoyance politique ». (Detienne et Vernant, *Les ruses de l'intelligence. La mètis des Grecs*. Flammarion, Champs, 1974, p. 302). « Il excellait à se faire, dans les problèmes immédiats, l'avis le meilleur, grâce à la réflexion la plus brève, et relativement à l'avenir, il savait aussi se faire la plus juste idée sur les perspectives les plus étendues » Thucydide, I, 138, 3, cité Vernant, p. 302.

La sagesse démocratique paradoxale de la palabre

C'est, en tout cas, en Afrique noire que j'ai pris conscience des limites du rationnel et de son caractère pathologiquement occidental, tandis qu'une certaine sagesse africaine était à redécouvrir, y compris pour porter remède à nos maux. Il y a en marge de la dérélliction de l'Afrique officielle, à côté de la décrépitude de l'Afrique occidentalisée, une *autre* Afrique bien vivante sinon bien portante. Cette Afrique des exilés de l'économie mondiale et de la société planétaire, des exclus du sens dominant, n'en persiste pas moins à vivre et à vouloir vivre, même à *contresens*. Mes recherches sur l'économie et la société informelle en Afrique m'ont fait rencontrer de magnifiques cas de « réussites » de fonctionnements tout à fait aberrants par rapport aux normes de la rationalité économique. Pour avoir perdu la bataille économique, l'Afrique a-t-elle définitivement perdu la guerre des civilisations ? L'économie officielle a bel et bien été battue ; mais la société a survécu à cette défaite. Cela signifie que les fonctions que nous attribuons aux instances technique et économique (la production de « richesses ») ont été tout de même assumées tant bien que mal par la société. L'explication la plus plausible est donc que l'économie et le technique ont reflué dans le social, ou pour le dire dans les termes de Karl Polanyi, économie et technique ont été *réenchâssées*. Cela se voit dans le phénomène de l'économie

dite informelle, mais aussi plus généralement, dans la persistance de la solidarité quotidienne, la logique du don et une certaine sagesse démocratique paradoxale. Cette *autre* Afrique qui n'est pas celle de la rationalité économique, c'est l'Afrique des savanes, des forêts et des villages, l'Afrique des bidonvilles et des banlieues populaires, bref « la société civile », l'Afrique des conférences nationales. Une Afrique bien vivante, capable de s'auto organiser dans la pénurie et d'inventer une vraie joie de vivre. Je n'évoquerai qu'une de ses illustrations : la palabre.

La (ou le) palabre africain(e) est à la fois un cliché folklorique et pourtant une réalité assez peu étudiée. On sait que l'Afrique subsaharienne vit, et plus encore vivait, dans des villages et que les problèmes de la communauté, la politique, se réglaient et se règlent encore largement sous l'arbre ou la case à palabre, ou encore dans la maison des hommes (l'abââ chez les Beti et les Fang, le « banza » dans le monde bantou). En fait il s'agit désormais le plus souvent d'un auvent sommaire. Voyageurs, missionnaires, marchands, militaires et colons, plus peut-être que les ethnologues, ont évoqué et décrit ces délibérations interminables. On a rapproché, non sans raison, le phénomène récent des « conférences nationales » par lequel les « sociétés civiles » africaines ont affirmé l'exigence démocratique et un « ras-le-bol » des dictatures corrompues, de la palabre locale, modèle de résolution des conflits de pouvoirs⁶⁷. La palabre

⁶⁷ F. Eboussi Boulaga, *Les conférences nationales en Afrique noire : une affaire à suivre*, Paris Karthala, 1993.

rassemble les anciens, les sages, les nobles, les guerriers, voire la population toute entière, captifs compris, sans en exclure les animaux qui peuvent, le cas échéant, avoir leur rôle à jouer et qui font souvent les frais des litiges en servant d'exutoire sous la forme du bouc émissaire. Ainsi, chez les Bobo du Burkina-Faso, si la faute justifiait la peine de mort, on substituait pour un homme libre, ses animaux en sacrifice. Chez les Bédi, si le perdant doit indemniser le plaignant en lui donnant une chèvre, ce dernier doit la tuer et en donner une partie à la famille du perdant pour effacer la rancune⁶⁸. Les ancêtres et les esprits sont aussi convoqués et dans certaines populations jouent un rôle important.

Certes, les pouvoirs en place ont cherché à *instrumentaliser* la palabre. Les chefs d'État issus de l'indépendance n'ont pas manqué de l'invoquer pour liquider le multipartisme et justifier le parti unique. Ainsi Julius Nyerere préconisait une « démocratie à l'africaine » pas nécessairement multipartite mais inspirée du modèle de la palabre « où les anciens s'assoient sous le grand arbre et discutent jusqu'à ce qu'ils soient du même avis »⁶⁹. De même l'Église dans sa stratégie d'inculturation (ou volonté d'inscrire le message de l'Évangile dans la tradition africaine) a tenté de transformer la messe en vaste « palabre ». Le mouvement des « conférences nationales », on l'a vu, a été lui aussi considéré comme une tentative de renouer avec la « liturgie de la parole ». « Chaque pays africain, note Bidima, réclama sa confé-

⁶⁸ Jean-Godefroy Bidima, *La palabre. Une juridiction de la parole*, Michalon, col. le bien commun, Paris 1997, op. cit, p. 21.

⁶⁹ Nyerere, *The African and Democracy*, London, 1961, p. 104.

rence nationale. Celle-ci fut interprétée comme une vaste palabre instituant une nouvelle démocratie à l'africaine⁷⁰ ». Il est certain, d'ailleurs, que la palabre comme justice de proximité et mode de gestion des conflits est susceptible de résoudre beaucoup de difficultés internes et externes. *A contrario*, « Les guerres et génocides de ce continent, selon Bidima, ont été facilités par l'absence de palabre »⁷¹. La palabre peut éviter aussi les formes de justice immédiate et expéditive comme le lynchage public ou la bastonnade qui se développent aujourd'hui devant la carence des institutions policière et judiciaire. On connaît la tentative de réactiver la palabre au Rwanda, pour tenter de liquider les interminables séquelles judiciaires du « génocide » de 1994 qui empoisonnent la vie du pays. L'idée est fort intéressante, même si la réalisation est décevante en raison des conditions politiques actuelles. On pourrait peut-être s'en inspirer avantageusement pour le tribunal international devant juger les crimes contre l'humanité et en finir avec les procès interminables comme celui de Milovan Milosevich...

Julius Nyerere et bien d'autres ont vu dans la palabre une forme africaine de la démocratie. Cela ne signifie pas, bien sûr, que le fonctionnement concret des palabres corresponde à l'idée que l'on se fait de la démocratie, pas plus que le fonctionnement de nos sociétés correspond à l'idéal démocratique. La palabre sert le plus souvent à maintenir une forme plus ou moins

⁷⁰ Bidima, *op. cit.*, p. 66.

⁷¹ Bidima, *op. cit.*, p. 45.

abusive de « gérontocratie » et donne lieu à toutes sortes de dérives comme nos propres institutions. « L'organisation du *Kaande*, la grande palabre, note Peter Geschiere à propos des Maka du Cameroun, confirme la prépondérance des aînés » ne serait-ce que parce que ce sont les maîtres dans l'art de la parole et la connaissance des coutumes. Ils sont les dépositaires de la mémoire de la société. L'instrumentalisation par les vieillards, de plus en plus critiquable et abusive dans le contexte actuel, se fondait historiquement sur une forme de nécessité commune. « En vieillissant, note l'anthropologue Michaël Singleton, on sait où se trouve le gibier et les bonnes terres, on sait comment faire face à des problèmes de gestion des (r)apports humains (deuil, divorce, tensions), on sait comment traiter avec les Autorités ancestrales (qui ont la propriété nue de la pluie, de la fertilité, de la fécondité) ». « Le respect littéral pour les droits individuels à la manière des Lumières occidentales, ajoute-t-il, représentait un « luxe » que la communauté ne pouvait pas se permettre - il fallait que les jeunes acceptent pour finir l'autorité des anciens et que les femmes se soumettent à leurs maris et que les étrangers deviennent moins étranges, car le village (se) devait de (se) maintenir grâce à un consensus opératif (qui n'aurait pas pu se réaliser si chacun revendiquait son strict dû légal) »⁷². Toujours est-il que c'est dans la palabre que se manifeste le mieux, en Afrique, la raison pratique et que l'on peut voir à l'oeuvre une pensée de l'action effective dans et

⁷² Communication personnelle.

sur le social. Il ne s'agit pas seulement d'une institution juridique, même si beaucoup l'ont réduite à une forme de tribunal, mais d'une institution politique au sens le plus large. Comme le soutient Jean-Godefroy Bidima : « la palabre est donc le lieu par excellence du politique »⁷³. Cette discussion qui évolue jusqu'à l'unanimité implique l'égalité et la parfaite liberté d'expression des membres d'une même communauté, d'une part et n'exclut pas de violents conflits d'autre part. La palabre « relance au sein d'une communauté la place du symbolique, elle redéfinit son identité, rappelle l'origine, assume la violence et apprête des solutions pour consolider le vivre ensemble »⁷⁴.

Les procédés mis en oeuvre dans l'art de la palabre mériteraient une étude approfondie. Ils n'ont rien de rationnel et sont totalement liés au contexte. Ils ne peuvent même pas vraiment entrer dans un code de la sagesse universelle, comme ceux de la Chine qui nous sont beaucoup plus proches. Ainsi en est-il de la tactique « familiale » utilisée par les maîtres de la palabre Maka et qui se révèle diablement efficace dans la culture locale. Elle consiste à s'appuyer sur la conception « très grande de la famille africaine », pour mettre à jour des tas de liens de parenté méconnus par les protagonistes qui finissent par les ligoter et leur clouer le bec. « Le sang couvre la vérité » déclare ainsi l'un des plaignants mystifié par cette rhétorique à qui on vient de prouver que la partie adverse était « au fond »

⁷³ Jean-Godefroy Bidima, *La palabre. Une juridiction de la parole*, op. cit., Paris 1997, p. 10.

⁷⁴ Bidima, op. cit. p. 92.

la fille de son oncle maternel, la femme de son gendre « au fond » et finalement, « au fond » d'une certaine façon, sa fille. Comment résister, en effet, à une telle découverte digne d'Oedipe, mais cette fois dans un sens positif ? On retrouve là la stratégie de « familialisation », omniprésente dans l'économie « informelle », qui apprivoise l'échange marchand comme elle apaise l'antagonisme des intérêts. Les panafricanistes ont postulé une parenté commune à tous les africains pour rendre impossible les conflits. Cette stratégie n'est pas sans intérêt, et on voit bien que certaines crises, jugées insolubles par les Blancs, trouvent parfois en Afrique des solutions inattendues alors même que s'affichaient des haines inexpiables. Toutefois, ce serait erroné et dangereux de vouloir escamoter l'existence et la gravité du conflit. La clôture est toujours un « consensus conflictuel » pour le dire comme Paul Ricoeur⁷⁵. Le but de toute palabre est la pacification et la réconciliation beaucoup plus que la justice en tant que telle. Suivant l'expression de Singleton, il s'agit de la recherche d'un « compromis historique ». « Souvent, on ne donne tort à personne mais on attribue le conflit à un mauvais génie. Tout le monde sait que c'est une manière de dire pour ne pas blesser la partie accusée »⁷⁶. Le poids des ancêtres n'est pas de trop pour aboutir à ce résultat. Philippe Laburthe-Tolra insiste sur l'importance du consensus. « En ce qui concerne l'exposé des faits, écrit-il, l'appro-

⁷⁵ Paul Ricoeur, Entretien, in *Ethique et Responsabilité*, Neuchâtel, A la Baconnière, 1994, p. 16.

⁷⁶ Bidima, p. 21.

bation des assistants est toujours requise, et il en va de même au moins formellement pour la sentence ». Il ajoute : « L'unanimité donnait à tous le sentiment d'être en communauté également avec les esprits des ancêtres, (à qui on réservait une place sur le terrain), et c'est à eux que l'on pensait en disant : « les Ewondo » ou les « Benë ont parlé ». Les autorités du monde invisible intervenaient donc pour sanctionner et garantir la décision juridique de la même façon qu'elles étaient intervenues pour inaugurer ou soutenir le déroulement du procès, ou qu'elles interviendront pour faire respecter la justice, si le coupable tente de s'y dérober »⁷⁷. La palabre doit donc se conclure par la réconciliation, au moins apparente, des parties. « Chez les Ojukru de Côte-d'Ivoire, la palabre (emokr) se termine par le « pia pia ok », cérémonie durant laquelle chacun, en goûtant un sel, vient « verser sa rancune »⁷⁸.

Ce qui caractérise l'exercice de la raison pratique ici, c'est précisément qu'elle se manifeste dans un contexte « impur ». Le *Kaande* des Maka me paraît de ce point de vue tout à fait représentatif de l'ambiguïté des palabres africaines, et donc aussi de leur vérité. « Même les vieux notables, note Geschiere, ne peuvent pas commander dans le *Kaande* ; eux aussi doivent essayer de convaincre et de persuader ». « Mais, ajoute-t-il aussitôt, ces accents égalitaires se combinent avec un déploiement d'ambition et des efforts ostentatoires qui

⁷⁷ Laburthe-Tolra, *op. cit.*, p. 348-349.

⁷⁸ R. Mel Meledje, *Emokr, système de gestion des conflits chez les Ojukru*, Thèse de doctorat, Paris 1994. p. 125.

ne correspondent guère à ce qu'on entend par « égalitarisme » en Occident »⁷⁹.

« Pour les Maka, ajoute Geschiere, tous les hommes sont, en principe, égaux. Les inégalités héréditaires importent peu. Mais c'est justement à cause de cette égalité de base que toute forme d'ascendant doit être conquise personnellement et que la tendance à étaler des mérites personnels est si prononcée »⁸⁰. Est-ce vraiment plus hypocrite que notre discours occidental sur l'égalité des chances qui amène un Michaël Eisner, Président de Disney à toucher plus d'un million de fois le salaire de ses fabricants birmans de tee-shirt ⁸¹? Selon Christopher Dodd, ancien président du parti démocrate : « Que vous soyez Bill Gates, l'homme le plus riche d'Amérique, ou quelqu'un qui n'a pas d'emploi, votre vote compte pareil ». Qui peut croire encore à de telles déclarations quand on voit le jeu des *lobby* décider des lois ?

Cette « liturgie ancestrale de la parole »⁸² qu'est la palabre me paraît illustrer la profondeur et le fonctionnement du raisonnable africain dans toute sa richesse et sa complexité que l'expérience de l'informel m'avait permis de découvrir.

⁷⁹ *Ibid.* p. 108.

⁸⁰ *Ibid.* p. 109 et 110.

⁸¹ Rappelons à titre d'illustration que dans le village-monde, les revenus des membres de la grande famille Disney, en 1993 allait de 97000 \$ l'heure pour le directeur, Michael Eisner à 7 cents pour le travailleur birman qui fabriquait le jergey « Mickey and Co », soit de 1 à 1 385 714... (source Sweatshop watch, 1998, 720 Market Street, San Francisco).

⁸² C'est ainsi que Singleton parle de la palabre chez Wakonongo.

Le dialogue des masques

La leçon de l'autre Afrique dans la construction d'une alternative au délire techno économique de l'Occident, consiste dans cette démonstration de la capacité de survie par les stratégies relationnelles fondées sur l'esprit du don et la démocratie de la palabre.

Un mythe africain présente les rapports entre Blancs et Noirs comme le dialogue de deux masques. Le masque du Blanc a de toutes petites oreilles et une énorme bouche. Le masque du Noir a une toute petite bouche et de grandes oreilles. Le Blanc est celui qui sait tout et veut donner des leçons aux autres, mais il ne sait pas écouter. Le Noir, dont la parole n'est pas reçue, ne peut qu'écouter par force ou par sagesse.

En acceptant de solliciter les conseils de l'Afrique, en quémendant son assistance, sans doute ferions-nous preuve de cette véritable humilité chrétienne dont nous nous sommes institués les missionnaires arrogants. Plus prosaïquement, nous apporterions le témoignage que la voie que les exclus des banlieues du tiers-monde ont entrepris de mettre en oeuvre, constitue une solution très respectable aux apories de la modernité, qu'en dépit du clinquant de nos pacotilles, nous n'avons pas d'équivalent à leur offrir en terme de chaleur humaine et de sens⁸³. Si nous le pouvions, peut-être troquerions-nous toute *notre* pauvreté contre *leur* richesse. Pour ce faire,

⁸³ Le seul maire totalement noir et authentiquement breton, Koffi Yamgnane s'est taillé un franc succès en introduisant dans sa petite commune d'adoption de Saint-Coulitz en Finistère un conseil des anciens sur le modèle des groupes de sages de son Togo natal. Cette

au lieu d'exporter notre imaginaire matérialiste, économe et techniciste, il nous faudrait commencer par le *décoloniser*. Apprendre que l'on peut vivre (et sans doute mieux) sans une accumulation frénétique d'objets et de besoins nouveaux qui compromettent l'avenir de la planète. Redécouvrir qu'aucune société n'apporte à l'homme la satisfaction complète de son inquiétude existentielle et de son infinitude essentielle. Qu'en s'émancipant de la *prison* du sens pour se perdre dans l'océan des besoins factices, l'homme occidental tourne le dos à la sagesse et à la part de bonheur qui lui est accessible ici-bas.

... transposition limitée (ce conseil n'a qu'une existence informelle et sa voix est consultative, non délibérative) en France, d'un élément de *l'ingénierie sociale* africaine, a eu d'ores et déjà des effets très positifs et unanimement reconnus tant sur le fonctionnement communal que sur la situation morale des vieillards et retraités concernés. La façon dont nous *mettons au rancart* nos anciens, dévalorisés même s'ils sont bien nourri-logés dans les asiles du troisième âge, choque profondément la mentalité africaine.

Chapitre

Frontières économiques et communautés en Afrique

L'Afrique subsaharienne, la seule dont je parlerai, est littéralement hachurée de frontières. Frontières visibles ou invisibles, officielles ou informelles, explicitement économiques ou à implications économiques seulement indirectes, frontières d'États post-coloniaux avec droits de douanes souvent prohibitifs et rarement acquittés, péages routiers officiels ou officieux, contrôles policiers avec corruption obligée ou barrages de rebelles ou de voyous avec racket, tel est l'héritage des indépendances et de ses perversions. Frontières ethniques jamais affichées mais connues de tous, séparation de l'espace urbain « moderne » et de la brousse « traditionnelle », coupure centre-ville, lieu des pouvoirs officiels et mimétiques, et périphéries vernaculaires où vient mourir « le goudron », cloisonnements

sociaux aînés/cadets, castés/non castés, séparation des sexes, des lignages, des religions et des sectes, parfois au sein d'une même famille, groupes d'appartenance innombrables, réseaux néo claniques, tels sont quelques unes des séparations du tissu social africain.

Et pourtant, rien de tout cela n'empêche les marchandises, les devises et les hommes (non plus que les idées) de passer. La contrebande, massive dans toute l'Afrique, se joue des frontières, les flux circulent à travers des marchés transfrontaliers illégaux, mais au vu et au su de tous, comme entre le Bénin et le Nigéria. Les trafics subsahariens sont connectés à une immense circulation planétaire impliquant tous les continents.

Si bien que l'idée même de frontière semble inappropriée au champ économique africain. Et cela, pas vraiment parce que le « commerce » africain obéirait à la logique économique telle qu'elle est vue par les libéraux. Nous savons que pour eux le marché ignore les Etats et les entités sociales et politiques, ne connaissant que l'individu calculateur, et que ses lois ignorent les autres lois.

Certes, ce qui donne au commerce international ses spécificités est quasiment absent de l'espace africain. Rappelons que pour les économistes ce qui fonde la distinction fondamentale entre commerce intérieur et commerce extérieur repose sur la nationalité économique. Celle-ci, affichée par une monnaie nationale, est faite de préférence nationale impulsée par la législation, d'interdépendance de fait des agents territoriaux, le tout accentué par le poids des infrastructures jouant un rôle

intégrateur. L'hypothèse du schéma des coûts comparatifs de Ricardo, longtemps tenue pour crédible, d'une mobilité interne des facteurs et d'une immobilité externe, bien que sérieusement malmenée par la mondialisation et la construction européenne, conserve encore une certaine portée, en raison des pesanteurs de l'histoire. Tout cela est totalement absent en Afrique.

Néanmoins, l'Afrique, malgré certaines interprétations libérales de son économie informelle, n'est pas vraiment le lieu d'un Marché sauvage, un immense Marché « noir », d'une économie totalement dérégulée s'imposant contre toutes les barrières. Bien plutôt, l'économie y est profondément enchâssée dans le social et les marchés n'y ont que de lointains rapports avec le Marché. C'est dans l'articulation des innombrables « césures » infra, supra, para, étatiques que fonctionne une socio économie populaire dite « informelle » dont les marchés-rencontre fournissent une illustration.

Le paradoxe marchand en Afrique et la nébuleuse de la socio-économie néo-clanique

A lire certains textes économiques, et en particulier les rapports de la Banque mondiale, on serait parfois tenté de croire que le marché est une réalité nouvelle en Afrique⁸⁴. L'insertion de l'Afrique dans l'économie

⁸⁴ Ainsi, le rapport annuel pour l'année 2000 du FMI déclare à propos des pays africains qu'ils « n'ont pas encore réussi à s'intégrer aux marchés mondiaux ».

mondiale serait même un projet d'avenir, comme si le commerce triangulaire, qui a saigné à blanc l'Afrique pendant plusieurs siècles, n'avait pas été une séquelle de la *première* mondialisation du XVI^{ème} siècle ! Le sous-continent noir en serait encore à découvrir les rapports marchands et les « lois » de l'économie moderne...

Il est vrai que depuis des décennies, les experts en développement vitupèrent les liens de solidarité, les dépenses ostentatoires, la faible monétarisation du monde rural, l'absence de dynamique de création de besoins nouveaux, l'insuffisance de la production pour la vente. Toutes ces choses constituent, selon eux, des *résistances* archaïques au libre jeu des mécanismes *naturels*, des *freins* insupportables à l'accumulation productive du capital et des *blocages* inadmissibles au sacro-saint développement.

Et pourtant, l'existence d'un commerce intérieur au coeur de l'Afrique et de circuits caravaniers vers l'extérieur est attestée depuis fort longtemps. Hérodote, déjà, raconte les expéditions des Phéniciens et l'étrange troc muet qu'ils pratiquaient avec les populations des côtes de l'Atlantique. Les perles de verre bleues, dites babyloniennes, de l'antiquité se retrouvent dans les tombes préhistoriques des vallées du Niger. Les actuels commerçants syro-libanais ne font que renouer avec les pratiques de leurs lointains ancêtres... Du Nord au Sud du continent, il y a pléthore d'ethnies et de groupes divers à la réputation bien établie de « commerçants dans l'âme ». Certains sont spécialisés dans le commerce local, d'autres dans les transactions régio-

nales, d'autres dans les trafics lointains. Les Maures sont les grands commerçants du Sahel. On les retrouve, parfois sous le nom de Sénégalais, jusque dans le bassin du Congo. L'Afrique noire est largement pourvue de groupes spécialisés dans les trafics et l'échange : les Haoussa, les Yorouba, les Beembé du Congo, les Soninké, les Baol-Baol du Sénégal, les Bamileké du Cameroun, sans oublier les Nana-benz du Togo ou les Mourides. On ne compte plus les groupes ethniques, les sectes religieuses, les zones ou les localités dont les membres passent pour d'habiles commerçants, des hommes d'affaires avisés ou des spéculateurs heureux. Les souks et les marchés, lieux d'échange et de rencontre, sont innombrables à travers toute l'Afrique. Ils impliquent la totalité de la population. La prégnance de l'échange marchand est au moins aussi ancienne qu'en Europe et si la *marchandisation* y est sensiblement différente, sinon moins forte, on assiste désormais à une *surmonétarisation* de la vie courante⁸⁵. La monnaie intervient partout et pour tout.

Comment expliquer alors l'apparente cécité des experts ? La raison en provient sans doute de ce que l'omniprésence de l'*oeconomie* vernaculaire ne permet pas le triomphe absolu du tout marché. Certes, la société néo-clanique n'exclut pas, loin de là, la *chrématistique*, mais celle-ci reste quelque peu bridée et limitée par la prégnance du social, c'est-à-dire de la logique du don. Les sociétés africaines ont ignoré longtemps l'individua-

⁸⁵ Sur cette distinction intéressante voir l'article d'Olivier de Sardan, *L'économie morale de la corruption en Afrique*, Politique Africaine n° 63, octobre 1996, Paris, Karthala, pp. 97-116.

lisme et continuent assez largement à le faire, en dépit de très fortes poussées des processus d'individuation. L'*impérialisme* du social se manifeste à travers l'importance des relations de parenté. La parenté s'étend non seulement au groupe familial élargi, mais elle sert de moule dans lequel se coulent les relations d'amitié, de voisinage, d'association sportive, culturelle, politique ou religieuse, les rapports même de travail et les formes du pouvoir. Elle est réactivée et renforcée par les cérémonies, les cultes d'ancêtres, les liens à la terre, les relations avec le monde de l'invisible. Tout cela engendre la fameuse solidarité africaine qui n'a pas vraiment d'équivalent ailleurs.

Cette solidarité polymorphe résiste même à l'émigration et on peut l'observer jusque dans les banlieues parisiennes, chez les Maliens ou les Sénégalais, avec l'hébergement obligé des « petits frères », avec les transferts qui font vivre la famille restée au pays, avec les cotisations pour construire la mosquée ou l'école au village.

Cette très forte prégnance du social permet de rompre l'isolement et l'incognito. Dans les cas les plus durs, elle est littéralement ce qui permet de tenir le coup. Elle est aussi la cause du succès et de la spécificité de l'*économie* vernaculaire africaine. Les obligations de donner, de recevoir et de rendre tissent les liens entre les hommes et les dieux, entre les vivants et les morts, entre les parents et les enfants, entre les aînés et les cadets, entre les sexes, au sein des classes d'âge, etc. Elles biaisent fortement les *lois* du marché, limitent les méfaits

des rapports marchands, assurent un minimum de garantie contre l'exclusion économique et sociale.

Au niveau techno économique, la production, la répartition et la consommation sont presque intégralement *enchâssées* dans cette socialité nouvelle. Le bricolage et la débrouille peuvent aller jusqu'à une *endogénèse* technologique qui laisse rêveur le développeur sans succès. Ici, on est ingénieux sans être ingénieur, entreprenant sans être entrepreneur, industriels sans être industriel. Irréductibles dans ses logiques, ses comportements et ses formes d'organisation au capitalisme traditionnel et à la société technicienne, la nébuleuse *informelle* fait preuve d'une efficacité remarquable pour recycler les déchets de la modernité et relever les défis de la situation d'exclusion.

Pourtant, vendre, acheter, prêter, emprunter, rembourser, placer, récupérer, taper ses proches, chiner les étrangers, voire mendier, tous les moyens sont bons pour se procurer « *xaalis* », cette divinité toute puissante. Tous les trafics, des plus dérisoires, comme la vente dans la rue de cigarettes à l'unité, aux plus importants, comme la contrebande du diamant de l'Angola, des plus innocents, comme la préparation et la vente d'encens, aux plus criminels, comme la drogue ou la prostitution, ont pour point de départ, pour objectif, pour mobile et point d'aboutissement l'argent.

Cette omniprésence obsessionnelle de l'argent, ces marchandages perpétuels, ce prodigieux développement de toutes les combines au sein du monde des naufragés ne sont-ils pas la preuve de la généralisation des

rapports marchands et de l'existence d'une véritable *économie invisible*⁸⁶ ? Ce dynamisme dont témoignent les exclus du développement mimétique, les performances reconnues du *secteur* informel en matière d'emplois, les résultats satisfaisants au niveau des revenus ne sont-ils pas la marque d'une *autre* économie, tout aussi, voire plus importante, à prendre en considération ? Dans ce magma confus, on peut distinguer du point de vue de la circulation et de l'échange quatre étages : les « trafics », la sous-traitance, l'économie populaire, la débrouille ménagère et neo-clanique.

Les « trafics » comprennent tout le commerce d'import-export pratiqué en marge de la légalité⁸⁷. Cette contrebande se pratique souvent sur une large échelle et parfois au vu et au su de tous. En Afrique, le textile est son domaine de prédilection, mais elle peut porter sur tous les produits de consommation, de l'électronique aux canettes de jus de fruit. La friperie constitue un secteur non négligeable. Les vêtements usagés des pays du Nord récupérés par divers canaux, dont les O.N.G. caritatives, se trouvent recyclés sur les marchés afri-

⁸⁶ La compétition sans frein (tous les coups sont permis) entre les différents acteurs du « maquis », note Werner, pour ramasser quelques miettes de ce précieux *xaalis* qui devrait irriguer le corps de la cité, mais dont la pénurie chronique exacerbe les inégalités et favorise un fonctionnement de plus en plus utilitariste des rapports sociaux qui, à la limite, relèvent entièrement du domaine du marché » (Jean-François Werner, *Marges, sexe et drogues* à Dakar, Karthala-Orstom, 1993, p. 200.)

⁸⁷ « Les progrès de l'économie informelle, particulièrement en Afrique, passent souvent par l'activation de flux économiques transfrontières mettant en échec la capacité de contrôle des Etats et substituant à la

cains au détriment des entreprises de textile et de confection locales. En Mauritanie, au Sénégal, on cite des femmes illettrées qui sont devenues milliardaires dans ces activités⁸⁸. Elles brassent de grandes affaires, principalement avec le Sud Est asiatique. Au Togo, au Bénin, ces trafics font vivre *l'Etat-entrepôt*. Renouant avec une tradition commerciale ancestrale, ces pays vivent largement des ponctions diverses sur les importations et les réexportations. A l'autre bout de la chaîne, ce négoce contribue à offrir aux exclus des banlieues populaires des produits d'usage à des prix incroyablement bon marché, en particulier pour le textile et la friperie.

A ces mouvements d'import-export internationaux, il faut ajouter la contrebande frontalière qui peut porter sur des produits alimentaires de faible valeur, des biens précieux, des devises ou de la drogue. L'ingéniosité des trafiquants est illimitée. On réimporte ou on réexporte du riz et des céréales suivant les différences des prix à la production et des prix sur les marchés, au gré des divers cours des devises, etc. Les frontières du Sénégal

relation citoyenne d'autres solidarités qui combinent couramment l'appartenance ethnique et des objectifs utilitaires comme les contrebandes de devises, de cacao ou de biens manufacturés. Certaines zones, comme l'ensemble Nigeria-Togo-Bénin, se révèlent si actives que l'Etat semble totalement dépassé, tantôt victime, tantôt bénéficiaire : mais la recomposition extrapolitique des liens sociaux obéit ici à des allégeances qui allient subtilement le micro communautaire à un ensemble socio-économique plus vaste qui, de toute manière, n'a plus rien d'étatique ». Bertrand Badie, *op. cit.* 243.

⁸⁸ En francs CFA, bien entendu, comme toutes les évaluations données dans cet article.

avec la Gambie et avec la Guinée Bissau, comme les frontières du Bénin et du Nigeria plus au Sud, sont les plaques tournantes des principaux trafics, de la viande d'agouti aux diamants.

Le deuxième étage de « l'économie » informelle est constitué par la sous-traitance non officielle. ... Il y a là tout un secteur d'artisanat *extraverti* (d'ailleurs pas ou peu présent en Afrique noire jusqu'à maintenant), qui contribue à faire voir dans l'informel une économie de marché pure et dure, pour le meilleur selon les ultra libéraux (le capitalisme populaire de Hernando de Soto) ou pour le pire (les inconsolables d'un marxisme dogmatique)⁸⁹. Dans les deux cas, on a à faire à des généralisations abusives. L'existence d'initiatives ingénieuses pour satisfaire des besoins insatisfaits par une économie officielle trop rigide et trop réglementée ne prouve pas l'existence d'un marché concurrentiel autorégulé. De la même façon, la présence de situations de quasi-servage et l'utilisation de travailleurs ou d'entreprises informelles ne prouvent pas la soumission généralisée de ce « secteur » au capitalisme national ou international.

Le troisième étage de l'informel correspond assez bien à ce qu'on appelle parfois « l'économie populaire »⁹⁰. Il s'agit de petites entreprises ou d'artisans qui travaillent pour la clientèle populaire : forgerons de récupération,

⁸⁹ Hernando de Soto, *L'autre sentier. La révolution informelle dans le tiers monde*. La découverte, Paris, 1994.

⁹⁰ Voir les nombreuses publications de l'ENDA- Tiers Monde à Dakar. Voir également : WAAS Eveline, *Quels emplois et revenus pour les citadins dans les pays en développement ?* Cahiers de la DDA n° 2 Berne 1992.

menuisiers et tailleurs de quartier, et l'ensemble des « petits métiers » (garages palmiers, tresseuses de rue, transporteurs aux camions brinquebalants et bariolés roulant à la grâce de Dieu, *Alhamdoulillah...* coxeurs ou rabatteurs de clients pour les « cars rapides », « bana-bana » ou petits commerçants ambulants qui vendent pour les ménagères sans frigo trois cuillerées de concentré de tomate, deux cubes Maggi, de l'huile en vrac, ou encore des micro sachets de lait en poudre ou de nescafé⁹¹). Il y aurait là toute une pépinière de petits « entrepreneurs aux pieds nus »⁹² vivant dans la débrouille au sein de la planète des exclus grâce au développement d'une activité quasi-professionnelle...

Le quatrième et dernier étage est plus difficile à cerner. Je propose de l'appeler débrouille ménagère ou néo-clanique⁹³. Il s'agit des façons dont les naufragés du développement produisent et reproduisent leur vie, hors du champ officiel, par des stratégies *relationnelles* dont nous avons déjà longuement parlé. (...)

Ces différents étages ne sont pas sans communication. S'il y a des différences assez tranchées entre les cas typiques, toutes les situations intermédiaires sont représentées, et les passerelles sont nombreuses. Les quatre étages ont en commun la même obsession de l'argent, la

⁹¹ Evelyne Waas, *op. cit.* p. 70. Voir aussi Soleymane Mbaye : *Secteur informel de Dakar : quelles politiques d'appui ?* mémoire IEDES 1995. Abdou Touré, *Les petits métiers d'Abidjan. L'imagination au secours de la « conjoncture »*, Karthala, Paris, 1985.

⁹² Belle expression de l'idéologue libéral Guy Sorman dans *La Nouvelle Richesse des nations*, Fayard, Paris, 1987.

⁹³ Emmanuel Ndione va jusqu'à hasarder la transcription « oiconomie ».

même importance des réseaux, le fonctionnement selon une logique de don plutôt que de marché. Toutefois, plus on s'éloigne de la souche « domestique » vers les trafics internationaux, plus la *socialité* en réseaux et la logique du don dégénèrent.

La sphère de la socio économie néo-clanique constitue un tout autonome. Cet univers a certes des relations avec l'extérieur mais les frontières de cette sphère avec son extérieur sont plus importantes que, par exemple, les frontières nationales artificielles et perpétuellement violées. Ce qui permet de tenir pour crédible l'hypothèse de son autonomie, c'est le constat que les *reliés* arrivent à fabriquer en leur sein l'essentiel de leur condition d'existence. La ville populaire réinventée par les exclus est un lieu d'agriculture et d'élevage urbain, en même temps qu'un lieu de production et d'échanges de biens artisanaux et surtout de services de toutes natures.

(...)

Ces sociétés vernaculaires sont peut-être en train de réinventer la communauté et de se donner une identité plurielle. Elles mettent en oeuvre une intégration à une socialité ouverte, hors de l'ordre national-étatique en réaction à la destruction du lien social engendrée par la mondialisation.

Les marchés rencontre africains

Si les pays d'Afrique semblent « rester sur le quai » de l'actuelle mondialisation, c'est qu'ils subissent de plein fouet les effets d'éviction de l'ouverture des marchés. Saignés à blanc, ils n'ont plus grand chose à offrir et ce qu'ils offrent est toujours plus dévalué par les mécanismes diaboliques des plans d'ajustement structurel. La part de l'Afrique dans le commerce mondial est très faible (moins de 2% en valeur), mais l'intégration dans les circuits mondiaux est très forte. Toutefois, les marchés colorés et pleins d'odeurs constituent peut-être l'un des derniers remparts contre le Marché et ses effets destructeurs. Cet échange de denrées mêlé à la parole où chacun jauge l'autre pour trouver le taux d'échange qui permet de maintenir la relation est aux antipodes du *supermarché* vanté par Milton Friedman dans lequel on paye et on embarque la marchandise « sans qu'il soit nécessaire que les gens se parlent, ni qu'ils s'aiment »⁹⁴. Point n'est besoin de se connaître pour faire du *business*. « Donc INNO, dit Guingane, c'est pas un marché en fait, ça ne peut pas être un marché, c'est des magasins (...) C'est des chiffres, c'est ce que tu choisis et tu paies et tu t'en vas »⁹⁵.

« Un marché ? note Dominique Fernandez, quel terme plat et mercantile pour désigner le territoire magique où se déroule la plus fastueuse des cérémonies à la gloire des couleurs et des parfums ! »⁹⁶ Cette remarque qui

⁹⁴ Milton Friedman, *Free to choose*, Avon, 1981.

⁹⁵ Jean-Pierre Cuingane, *op. cit.*, p. 16.

⁹⁶ Dominique Fernandez, *L'or des tropiques*, Grasset, 1993, p. 113.

vaut encore (mais pour combien de temps ?) pour les marchés des villages et des villes de nos pays latins, est cent fois plus vraie pour les marchés africains. Un marché sans odeur risque même de n'y avoir aucun succès. C'est du moins la leçon de l'expérience de Ziniare au Burkina Faso telle que la tire Jean-Pierre Guingane. Les musulmans y étant devenus majoritaires firent pression pour qu'on leur fasse un marché « propre » où ils ne seraient pas incommodés par l'odeur du *dolo* (la bière de mil) et celle de la viande de cochon. Toutefois, après avoir obtenu satisfaction, « ils étaient malheureux parce qu'ils n'avaient aucun client ». « Tous sont partis pour l'odeur du dolo et du cochon, et voilà ! ils n'avaient plus d'acheteurs ». Tant et si bien qu'ils ont renégocié pour revenir au marché unique avec une séparation interne plus nette⁹⁷. Le festival de couleurs et d'odeurs des marchés africains est d'abord un espace de sociabilité spécifique avant d'être un lieu d'échanges de denrées.

Le marché est ainsi l'occasion de rencontres des amis, des proches, du même village, mais aussi des villages avoisinants. C'est un lieu où se croisent les générations, les sexes et les ethnies diverses, liés par des parentés à plaisanterie, voire même en situation de guerre plus ou moins ouverte. Le marché est un terrain neutre. Chacun dépose ses armes avant d'entrer.

Des palabres informelles permettent d'y régler de multiples affaires. Les jeunes hommes viennent de très loin (20 à 30 km à pied) pour voir les jeunes filles dans

⁹⁷ Jean-Pierre Guingane, *Le marché africain comme espace de communication*, conférence-débat, sur www.cauris.org. p. 10.

tous leurs atours. « Les espaces de vente de dolo... ou de noix de cola, note Guingane pour le Burkina, sont pris d'assaut, non pas parce qu'on a particulièrement soif ou envie de croquer la cola, mais parce que ces zones sont des lieux de rendez-vous amoureux »⁹⁸. Le côté érotique des marchés semble plus prononcé encore pour les marchés nocturnes qui sont souvent l'occasion de transgressions, ce qui expliquerait leur succès (nous en avons été nous-même témoin en pays dogon) en dépit des risques réels et imaginaires qu'on prend pour s'y rendre. Toutefois, avec la marchandise venue de loin arrive aussi l'étranger, à la fois objet de méfiance mais de fascination. Le marché africain, extérieur à l'enceinte villageoise, est un lieu neutre et pacifique où se fait le contact et l'apprentissage de l'autre. Les nouvelles du monde extérieur arrivent et la connaissance d'autres croyances et coutumes qui inquiètent mais forcent à sortir de soi-même et à relativiser les choses. Le marché est une école de tolérance.

Enfin, si la principale denrée échangée dans ces rencontres est certainement la parole, la circulation des produits constitue tout de même la raison d'être de ces foires périodiques.

On peut toucher du doigt dans ce contexte le fait en apparence paradoxal que la diversité des cultures est sans doute la condition d'un commerce social paisible. En effet, chaque culture se caractérise par la spécificité de ses valeurs. Même s'il régnait un langage et une monnaie commune sur la planète, chaque culture leur

⁹⁸ *Ibid.*, p. 4.

accorderait des significations propres et partiellement différentes. Si les places de marché, les marchés-rencontre ont été pendant des siècles sur presque tous les continents des lieux d'échange pacifique, de règlement des conflits, de circulation matrimoniale entre voisins et même entre ennemis, c'est que les transactions entre étrangers permises par l'intermédiation monétaire conservaient, en dépit de son anonymat relatif, les qualités du don réussi entre proches. Du fait des différences d'échelles de valeur, chacun en ressortait convaincu d'avoir fait une bonne affaire (voire d'avoir roulé son partenaire, lui-même persuadé d'avoir réussi le même coup !). Les marchés africains illustrent abondamment cette ruse du commerce pacifique entre cultures diverses. « En attribuant une valeur morale différente aux denrées échangées, écrit l'anthropologue Marco Aime, chacun des deux protagonistes s'en sortira comme le vainqueur suivant ses propres paramètres »⁹⁹. La théorie économique des prix se fonde aussi sur l'existence de l'avantage subjectif (la valeur d'usage et les surplus de consommateur) pour expliquer l'échange. Toutefois, le prix objectif tend à imposer une uniformité des valeurs qui finit par effacer le bénéfice psychologique de l'échange. Il faut multiplier les soldes pour arriver à faire revivre l'illusion des « bonnes affaires ». La barrière culturelle crée une différence infiniment plus forte favorable à un commerce doublement fructueux.

⁹⁹ Marco Aime, *La casa di nessuno*, Bollati Boringhieri, Torino, 2002, p. 114.

Dans les îles montagneuses d'Indonésie, les côtiers considéraient ainsi les produits reçus des montagnards comme un tribut payé par des sujets, tandis que les montagnards, se sentant parfaitement libres, se félicitaient de recevoir en échange de biens sans intérêt pour eux des marchandises d'importation inaccessibles et très appréciées. Chacun interprétait la relation à son avantage et tous étaient satisfaits. En voulant *libérer* les prétendus sujets, missionnaires et colonisateurs hollandais ont cassé l'interdépendance harmonieuse des populations et en imposant des valeurs uniformes, introduit des ferments de conflits insolubles.

Ainsi, le malentendu interculturel est un « facilitateur » d'harmonie dans l'échange social en faisant régner la conviction partagée par chacun d'avoir obtenu son dû (voire même un peu plus...).

Comme la socio économie vernaculaire dont ils font partie, les marchés-rencontre hybrident la logique marchande et l'esprit du don.

Cette participation à l'esprit du don se manifeste clairement dans la relation de clientèle. Les comptes ne sont jamais apurés entre les partenaires. Le rabais consenti sous la pression relationnelle (en faisant éventuellement intervenir des proches importants), est un don qui relancera ultérieurement un achat plus coûteux. D'autre part, après un âpre marchandage, un petit cadeau (une mesure de mil en plus ou un treizième oeuf à la douzaine) vient atténuer la rigueur de la joute marchande. « Le cérémonial du marchandage, si âpre soit-il, note Guy Nicolas pour les Haussa du Niger,

conserve toujours quelque aspect oblatif... L'aspect ludique du marchandage a quelque rapport avec celui du don »¹⁰⁰. On ajoute toujours un petit quelque chose pour en témoigner. Cela s'observe dans la plupart des pays d'Afrique. Cette proximité des rapports du commerce de marchandage avec le don est encore accrue du fait que la monnaie n'a pas ordinairement en Afrique le statut d'un équivalent général abstrait mais possède une réalité concrète qui en fait un objet de contredon. Cela est particulièrement visible dans le cas de la dot pour laquelle on exige souvent que le versement prenne des formes spéciales (cauris chez les Lobis, pièces d'argent ailleurs, etc). Lorsque l'argent et l'économie restent encastés dans le social, ce qui est encore largement le cas, il est un quasi-objet beaucoup plus qu'une monnaie¹⁰¹.

Conclusion

Montesquieu, en une page souvent citée, a célébré le « doux commerce ». L'expression semble adaptée à ce type d'échange et pas du tout au marché mondial actuel. « Le commerce, écrit-il, guérit les préjugés destruc-

¹⁰⁰ *Op. cit.* p. 217, Notons aussi : « Quant à la pratique commerciale, on peut y déceler des aspects qui se rapprochent de ceux du don et divergent par rapport au schéma libéral de référence... Il convient de signaler... dans la pratique marchande courante, des conduites relevant incontestablement du principe et du rite oblatif. » (*ibid.* p. 10).

¹⁰¹ Pour les Fidjiens, la monnaie dans certains cas est moralement neutre, dans d'autres non. En Inde, par exemple, l'échange monétaire n'a pas du tout bouleversé les relations traditionnelles et les hiérarchies préexistantes entre les castes ». Marco Aime, *op. cit.* p. 128.

teurs ; et c'est presque une règle générale que partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce ; et partout où il y a du commerce il y a des mœurs douces »¹⁰². Cette formule a fait les délices des libéraux. Or on oublie de citer la suite. Montesquieu ajoute, en effet, : « Mais si l'esprit du commerce unit les nations, il n'unit pas de même les particuliers. Nous voyons que dans les pays où l'on n'est affecté que de l'esprit de commerce on trafique de toutes les actions humaines et de toutes les vertus morales : les plus petites choses, celles que l'humanité demande, s'y font ou s'y donnent pour de l'argent ». On ne saurait dire plus clairement, commente justement Marcel Henaff, que le rapport marchand a tué la relation de don, celle qui cherche le lien chaleureux et fort. Ici prévaut le calcul froid ou du moins indifférent¹⁰³. La leçon des marchés africains est que même marchand, l'échange peut posséder les vertus du « doux commerce », à condition qu'il participe de la logique du don, alors que le Marché anonyme et abstrait est source inépuisable de frustrations, d'envie et de rivalités qui dégénèrent en conflits tribaux et purifications ethniques quand ce n'est pas en guerres mondiales.

¹⁰² *L'Esprit des lois*, tome II p. 585 Pléiade, livre XX.

¹⁰³ Hénaff Marcel, *Le prix de la vérité. Le don, l'argent, la philosophie*, Seuil, Paris 2002. p. 472.

**En guise de conclusion :
L'Afrique peut-elle
contribuer à résoudre
la crise de l'Occident ?**

« Là où les autres peuples de la planète, même des grandes civilisations devront (selon Husserl) « s'eupéaniser toujours davantage », nous les Occidentaux, « si nous avons une bonne compréhension de nous-mêmes, nous ne nous indianiserons jamais ».

Michael Singleton ¹⁰⁴

Le paradoxe de la question

On est tellement habitué à penser qu'il faut aider l'Afrique, qu'il semble incongru de se poser la question inverse : l'Afrique ne pourrait-elle pas contribuer à résoudre la crise de l'Occident ? Dans mon livre « L'autre Afrique, entre don et marché », je m'efforce de montrer que si l'on veut aider quelqu'un, il faut avoir quelque chose à lui demander. Le don sans contredon

¹⁰⁴ De la déclaration définitive à la discussion décisive des droits de l'Homme, Annales d'Etudes Européennes, vol 4, 2000, p. 54.

est pervers, c'est une forme de volonté de domination et d'arrogance. La fin de l'Afrique serait mortelle probablement pour nous aussi, car l'Afrique ne serait plus en mesure de nous apporter les remèdes dont nous avons un urgent besoin. Il est sans doute temps de confesser que nous nous intéressons moins à l'Afrique pour ce que nous croyons devoir lui apporter que pour ce qu'elle nous apporte. Certes, à propos des « dons » reçus d'elle, on pensera immédiatement, à la musique et à l'esthétique, domaines où l'Afrique nous a beaucoup enrichis. Toutefois, si nous acceptons de nous reconnaître malades, peut-être pourrions-nous recevoir de l'Afrique des remèdes à nos maux. La crise de l'Occident va beaucoup plus loin que l'assèchement des sources de la création artistique. La prospérité économique apparente est peut-être beaucoup plus fragile qu'elle n'en a l'air et cache une menace de catastrophe écologique et sociale. Balayons devant notre porte.

Les maladies mentales, les épidémies de *stress*, la violence et l'insécurité des banlieues, l'usage massif de la drogue, la solitude des exclus, l'accroissement des suicides sont des symptômes du malaise dans la civilisation. En demandant à *l'autre* Afrique de nous aider à résoudre nos problèmes matériels, sociaux et culturels nous la reconnâtrions comme un partenaire authentique. C'est ainsi que nous pouvons le mieux contribuer à la renforcer.

Ce n'est pas dans le cadre de notre perception du monde que les remèdes africains peuvent être efficaces. Les *recettes* d'un développement à l'africaine risquent d'être

inopérantes. En revanche, l'Afrique peut nous aider à sortir de l'économie dont nous sommes malades.

L'échec prévisible du développement « alternatif » à l'africaine

On a parfois pensé l'auto organisation des exclus africains comme un « autre » développement. Ce « développement alternatif » à l'africaine ne pourrait-il être une source de solution à nos propres problèmes ? Cette façon de poser le problème est conforme à la logique des « stratégies » qui est celle des experts, mais elle repose sur un contresens sur l'expérience africaine.

« L'économie de la débrouille »

Le *miracle* de la survie de l'Afrique subsaharienne tient à un mot : « L'économie de la débrouille ». On appelle ainsi l'ensemble des petites entreprises et des artisans qui travaillent pour la clientèle populaire. (...) C'est le noyau central du *secteur informel* de la plupart des économistes

Le dynamisme dont témoignent les exclus du développement mimétique, les performances reconnues du *secteur informel* en matière d'emplois, les résultats satisfaisants au niveau des revenus ne sont-ils pas la marque d'une *autre* économie, tout aussi, voire plus importante, à prendre en considération ? La réussite incontestable,

même avec les critères de l'économie officielle et orthodoxe, de certains acteurs de cet informel, en terme de profit et de croissance, là même où des entreprises classiques (occidentales ou publiques) ont échoué, ne révèle-t-il pas l'existence d'un véritable *management à l'africaine* ? Contrairement à une image stéréotypée, les *informalisés* ne sont pas nécessairement des indigents. Avec l'humour bien connu des Africains, un quartier de Grand Yoff a même été baptisé « quartier millionnaire », parce que parmi les premiers squatters, il y avait quelques bijoutiers aisés. On y rencontre aussi d'authentiques millionnaires.

L'impossible développement de l'Afrique ne serait-il pas dans l'exploitation de ce *gisement* ? En systématisant, en transposant, en encourageant ces expériences d'auto organisation, en les appuyant techniquement, financièrement et réglementairement, on passerait enfin du bricolage à l'industrie *de plein exercice* ¹⁰⁵.

Cette interprétation de « l'économie informelle » est de plus en plus répandue. Elle est celle des grands organismes internationaux, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, le B.I.T., comme des instances bilatérales et des organismes de coopération comme la Caisse française de développement ¹⁰⁶. Elle est aussi, avec bien des nuances, celle de la plupart des O.N.G de développement, comme de nombreux centres

¹⁰⁵ Sur cette expression due à Pierre Judet, nous renvoyons aux développements consacrés à ce thème dans *La planète des naufragés* pp. 136 et ss.

¹⁰⁶ Encore connue en Afrique sous son ancien nom de Caisse centrale de coopération économique, ou plus simplement « la caisse ».

de recherche ou de chercheurs indépendants. Elle n'est pas sans mérites de toutes sortes.

Si l'on a une vision *développementaliste* et économiste, c'est-à-dire si on pense que le développement est universalisable et qu'il n'y a pas de salut en dehors d'une croissance économique vigoureuse, si on croit en outre que l'économie existe en elle-même, et qu'elle est la base de la vie sociale, alors on ne peut porter sur l'informel qu'un regard négatif ou au mieux condescendant. Devant l'évidence des *réussites* de certains « entrepreneurs aux pieds nus », on reconnaîtra avec sympathie le succès du bricolage. Toutefois, on verra toujours dans cet informel une économie d'expédients, *en attendant mieux*. On se gardera bien de comparer ces exploits dérisoires avec les prouesses de la techno-industrie mondiale capable d'envoyer des satellites de télécommunication dans l'espace ou de fabriquer des espèces transgéniques. Jaugeant l'informel à l'aune de l'économie dominante occidentale, et dans l'horizon du développement, réduisant la *socialité* à un aspect pittoresque, complémentaire ou auxiliaire à la seule chose importante, l'économie, on sera tenté de voir cette réalité atypique comme une sorte de succédané de l'économie et du développement, voire comme un développement *spontané, alternatif*, dérisoire ou respectable, mais toujours *en attendant mieux*, c'est-à-dire en attendant de réintégrer la terre promise de la modernité, de l'économie officielle et du *vrai* développement. Bref, on n'y verra qu'une figure de la *transition*.

Ceux qui persistent à conserver une vision *développe-*

mentiste et économiste, tout en reconnaissant l'intérêt du secteur *informel*, sont amenés à proclamer que l'échec du développement dans le tiers-monde ne vient pas du manque d'esprit d'entreprise ou de l'absence d'une classe d'entrepreneur, comme on l'a si souvent répété, mais plutôt d'une insuffisance de capital et d'équipement. L'économie du développement en intégrant l'informel, continue ainsi à tourner en rond ne nourrissant que les experts qui en vivent... Il peut même arriver que les spécialistes de l'informel financier (les tontines) impressionnés par l'importance de l'épargne, contredisent les spécialistes de l'informel industriel en déclarant : « Ce sont les comportements d'entrepreneurs qui font défaut, ce sont les occasions d'investir qui manquent. C'est de gestionnaires dont l'Afrique, en particulier, a le plus besoin »¹⁰⁷. Il y a pourtant de plus en plus d'étudiants africains formés dans les *business school* anglo-saxonnes, mais ce ne sont pas eux qui fondent des entreprises performantes, mais des femmes illettrées...

Les leçons de l'échec : l'absence d'imaginaire économique et développementiste

Les réussites relatives de la débrouille africaine ne s'inscrivent pas, en effet, dans le paradigme occidental du développement et de l'économie. Les performances « économiques » africaines ne peuvent en aucun cas constituer un modèle de développement alternatif. Elles

¹⁰⁷ Michel Lelart, *Les systèmes parallèles de collecte de l'épargne*, Épargne sans frontière, n° 30, Mars 1993, p. 35.

offrent peu de *recettes* transposables pour remédier aux défaillances des économies et des sociétés du Nord. Elles tiennent à une sortie de l'économisme ou au réen-châssement de l'économie dans le social. Il convient de parler de société vernaculaire bien plus que d'économie informelle. L'esprit du don et les logiques de réciprocité expliquent le miracle de cette réussite relative, hors économie. L'économie et le développement sont même des concepts ethnocentriques qui ne correspondent ni à l'interprétation des pratiques de la débrouille, ni à l'imaginaire africain. Avant le contact avec l'Occident, le concept de développement était tout à fait absent. Dans la plupart des sociétés africaines, le mot même de développement n'a aucun équivalent dans la langue locale. Selon Gilbert Rist : « Les Bubi de Guinée équatoriale utilisent un terme qui signifie à la fois *croître* et *mourir*, et les Rwandais construisent le *développement* à partir d'un verbe qui signifie *marcher*, se *déplacer*, sans qu'aucune directionnalité particulière ne soit incluse dans la notion ». « Cette lacune, poursuit-il, n'a rien d'étonnant ; elle indique simplement que d'autres sociétés ne considèrent pas que leur reproduction soit dépendante d'une accumulation continue de savoirs et de biens censés rendre l'avenir meilleur que le passé. »¹⁰⁸ Ainsi, en Wolof on a tenté de trouver l'équivalent du développement dans un mot qui signifie « la voix du chef ». Les camerounais de langue Eton sont plus explicites encore. Ils parlent du « rêve du blanc ».

¹⁰⁸ Gilbert Rist, *Processus culturels et développement*, 4^{ème} conférence générale de l'EADI, Madrid 1984, p. 6.

« La figure du développement ne possède pas d'équivalent en *moore* et se traduit au mieux par la phrase : *tônd maoodame tenga taoor kênd yînga* (nous luttons pour que sur la terre (au village) les choses marchent pour le corps (pour moi) »¹⁰⁹.

Cette absence de mots pour le dire est un indice, mais il ne suffirait pas à lui seul à prouver l'absence de toute vision développementiste et économiste. Seulement, les valeurs sur lesquelles reposent le développement, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations africaines profondes. Ces valeurs sont liées à l'histoire de l'Occident, elles n'ont probablement aucun sens pour les autres sociétés.

En ce qui concerne l'Afrique noire, les anthropologues ont remarqué que la perception du temps est caractérisée par une nette orientation vers le passé. « Les Sara du Tchad estiment que ce qui se trouve derrière leurs yeux et qu'ils ne peuvent pas voir, c'est l'avenir, tandis que le passé se trouve devant, puisqu'il est connu ». L'auteur ajoute : « On aurait mauvaise grâce à contester la logique d'une telle représentation. »¹¹⁰ Andrzej Zajaczkowski fait une observation analogue pour les Kikuyu¹¹¹. Il semble que cela soit assez général et pas seulement en Afrique ; mais, pour ne pas manquer de pertinence, cette représentation ne facilite pas l'appré-

¹⁰⁹ Pierre Joseph Laurent, *Le don comme ruse. Anthropologie de la coopération au développement chez les Mossi du Burkina Faso : la fédération Wend-Yam*, avril 1996, Louvain, p. 228.

¹¹⁰ Gilbert Rist, *Interculture*, n°95, avril 1987, p. 17.

¹¹¹ Andrzej Zajaczkowski, *Dimension culturelle du développement*, Publication du Centre d'Etudes sur les Pays hors européens, Académie polonaise des Sciences, Varsovie, 1982, p. 40.

hension d'une notion telle que le progrès pourtant essentiel à l'imaginaire du développement.

A cela il faudrait ajouter l'absence générale de la croyance dans la maîtrise de la nature dans les sociétés animistes. Si le python est mon ancêtre, comme pensent les Achantis, à moins que ce ne soit le crocodile, comme pour les Bakongo, difficile de faire des ceintures et des portefeuilles avec leur peau. Si les forêts sont sacrées comment les exploiter rationnellement ? En Afrique on se heurte encore aujourd'hui à ce type d'*obstacles* au développement. Au Sud du Togo, l'aménagement de la lagune d'Anecho, résidence du crocodile totem, n'a été possible qu'après avoir déporté une partie de la population. L'aménagement de la lagune Ebrié à Abidjan a donné lieu à de graves conflits avec les Ébrié.

En dehors des mythes qui fondent la prétention à la maîtrise de la nature et la croyance au progrès, l'idée de développement est totalement dépourvue de sens et les pratiques qui lui sont liées sont rigoureusement impossibles parce que impensables et interdites.

« Ce que les Français appellent *développement*, est-ce que c'est ce que veulent les villageois ? interroge Thierno Ba responsable d'une ONG sénégalaise sur le fleuve. Non. Ce qu'ils veulent c'est ce que le pulaar appelle *bamtaare*. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est la recherche par une communauté fortement enracinée dans sa solidarité, d'un bien-être social harmonieux où chacun des membres, du plus riche au plus pauvre, peut trouver une place et sa réalisation personnelle »¹¹².

¹¹² Cimade, *Quand l'Afrique posera ses conditions*, Dossier pour un débat n° 67, septembre 96, Fondation pour le progrès de l'homme. p. 43.

Certes, en Afrique aujourd'hui, le développement est devenu quelque chose de familier, le mot même est devenu sacré. C'est un fétiche où se piègent tous les désirs. « Faire le développement », c'est « gagner des projets » ou « gagner un Blanc », c'est le remède miracle à tous les maux, y compris la sorcellerie. « On se procure des fétiches, note P-J Laurent, pour protéger son capital : c'est une sorte de *sorcellerie accumulative* »¹¹³. « Le développement, remarque-t-il en outre, est un concept, apparemment étrange, par lequel tout devient possible entre aînés et cadets, aidants et aidés. La chance du développement - je veux dire sa longévité - réside dans sa pluralité sémantique. Elle conduit, sur le mode du non-dit ou de la non élucidation, à des compromis parfois surprenants. Ainsi, en son nom, les musulmans de Kulkinka élèveront des porcs. Rien n'est interdit si cela apporte le développement ¹¹⁴! » Comme on le voit, l'occidentalisation des esprits ne va pas sans problème.

Le malentendu avec les économistes dans l'interprétation du phénomène de l'informel repose sur toute une série de présuppositions du dispositif d'appréhension du réel. Alors que l'anthropologue voit ou verrait plutôt dans l'informel un *phénomène social*, l'économiste n'y voit qu'une forme particulière et atypique d'activité économique. Muni de sa grille universaliste et évolutionniste, il voit dans l'économie des expédients un bel

¹¹³ Pierre-Joseph Laurent, *Le don comme ruse. Anthropologie de la coopération au développement chez les Mossi du Burkina Faso : la fédération Wend-Yam*, avril 1996, Louvain. p. 274.

¹¹⁴ *Ibid.* p. 226.

exemple de lutte dans le royaume de la *nécessité*. L'économiste-économètre, armé de sa batterie de critères et d'une calculatrice, va s'empresse de mesurer, évaluer, comparer et finalement *reformaliser*, au moins dans l'abstrait, ce *secteur* allergique à la statistique. Grâce à l'omniprésence de cette valeur faussement commune, l'argent, il sera possible de rendre l'invisible visible et de produire des niveaux de vie, à l'aune de la pauvreté et de la richesse internationalement reconnues. La *reformatisation* conceptuelle est un premier pas vers la normalisation réelle. Cette insertion dans les normes universelles, c'est-à-dire occidentales, peut déjà constituer une agression contre la résistance des exclus¹¹⁵.

La manière de fonctionner des artisans, même les plus professionnalisés laisse toujours perplexe l'observateur. Deux forgerons se sont installés au bord de la route de Kaolak. Cette implantation suscitée par une ONG, vise à satisfaire la clientèle rurale avoisinante. Toutefois, la localisation, imposée par l'utilisation d'un outillage électrique plus performant, favorise une dérive commerciale pour des commandes urbaines. Ces forgerons, certes castés, mais ne conservant qu'une petite partie des coutumes ancestrales, sont très intégrés aux relations marchandes. Or, on se heurte au paradoxe suivant : il y a des besoins incontestables, et pourtant la produc-

¹¹⁵ Voir Majid Rahnema, *La pauvreté globale, une invention qui s'en prend aux pauvres*, Interculture n° III, Montréal, Printemps 1991. Voir aussi : *Le Nord perdu, Repères pour l'après-développement*, par G. Rist, M. Rahnema et G. Esteva, Éditions d'En bas, Lausanne 1992 et Gustavo Esteva, *Une nouvelle source d'espoir « Les marginaux »*, op. cit.

tion est loin d'être poussée à son maximum. Par ailleurs, la situation de l'artisan n'est pas non plus très florissante, tandis que les apprentis sont soit trop nombreux et inoccupés, soit au contraire en nombre insuffisant. Le local est incroyablement inadapté et l'équipement plus que sommaire. Enfin, l'accumulation est inexistante, même quand des commandes importantes peuvent apporter des recettes inespérées.

Le premier réflexe de l'expert économiste est de vouloir introduire un peu de rationalisation. Certes, ça marche, mais cela ne pourrait-il pas marcher beaucoup mieux ? On cherche à accroître la productivité, accélérer les ventes, améliorer les locaux, investir dans l'équipement et entrer dans le cercle vertueux de l'accumulation et de la croissance illimitée. Ce réflexe *intelligent* est sans doute la voie royale de l'échec. André Whittaker, lui-même entrepreneur et spécialiste de la « gestion créole », note avec humour à propos d'un ouvrage d'expert (Le financement de la petite entreprise en Afrique, L'Harmattan, 1995) : « Ce guide-manuel du bon gestionnaire est en réalité un guide-manuel du mauvais gestionnaire. Il eut été plus conséquent d'intituler ce livre : Manuel pour échouer dans la gestion de l'entreprise en Afrique ou encore guide et recettes pour l'échec »¹¹⁶. Les artisans qui ont suivi les directives de ces *conseillers* (bons samaritains d'ONG, ou autres), ont

¹¹⁶ Son diagnostic rejoint le notre, rationaliser l'informel, c'est le tuer. « Moderniser était (...) exogéniser, c'est-à-dire : endettement, montage financier, organisation formelle, risque, dépendance bancaire, etc ». André Whittaker. *L'analyse transformationnelle en sciences sociales. La société antillaise-Guyanaise et le mode de production créole. Éléments pour une nouvelle théorie de l'entreprise et du développement ou efficience sociale de la production*. Thèse, Paris 7, 1996, pp. 286 et 609.

fini dans la déconfiture ou sont revenus à leur pratique antérieure. Il ne faut jamais oublier en ce qui concerne ces artisans des banlieues populaires, que leur existence même tient du miracle. C'est ce qu'il faut commencer par comprendre et par analyser. Il n'y a tout simplement pas de marché au sens économique du terme, c'est-à-dire pas de demande solvable. D'une clientèle sans revenu on ne peut pas escompter la fortune, mais c'est déjà une belle réussite que d'en produire sa survie et celle de cette même clientèle ! Si des entreprises rationnelles pouvaient marcher, ça se saurait d'autant plus que les tentatives n'ont pas manqué en cent ans de colonisation et quarante ans de développement !

En revanche, la reconnaissance de la culture populaire permet la légitimation des pratiques de *l'économie* néo-clanique. Ces créations culturelles des exclus vont des cultes synchrétiques et des sectes prophétiques jusqu'aux savoir-faire techniques. On ne soulignera jamais assez l'importance de la création populaire au niveau symbolique à travers les croyances et les cultes. Il s'agit là d'un aspect fondamental de *l'autre* société qui échappe totalement à l'économiste.

Dans l'informel, on est pas dans une *économie*, même *autre*, on est dans une *autre société*. L'économique n'y est pas autonomisé en tant que tel. Il est dissous, *enchâssé* dans le social, en particulier dans les réseaux complexes qui structurent ces banlieues. Voir dans les expériences africaines une forme alternative de la même chose est une erreur. La fécondité de cette aventure est à chercher ailleurs.

L'autre Afrique comme modèle de sortie de l'économie

Il y a en marge de la dérégulation de l'Afrique officielle, à côté de la décrépitude de l'Afrique occidentalisée, une *autre* Afrique bien vivante sinon bien portante. Cette Afrique des exilés de l'économie mondiale et de la société planétaire, des exclus du sens dominant, n'en persiste pas moins à vivre et à vouloir vivre, même à *contresens*.

Cette *autre* Afrique n'est pas celle de la rationalité économique. Si le marché y est présent, il n'y est pas *omniprésent*. Ce n'est pas une société de marché, au sens d'une société du tout marché. Ce n'est certes plus pour autant l'Afrique traditionnelle communautaire, si tant est que celle-là ait vraiment jamais existé. C'est une Afrique de *bricolage* dans tous les domaines et à tous les niveaux, *entre le don et le marché*, entre les rituels oblatifs et la mondialisation de l'économie. Pour avoir perdu la bataille économique, l'Afrique a-t-elle définitivement perdu la guerre des civilisations ? Telle est la question. L'économie a bel et bien été battue ; mais la société a survécu à cette défaite. Cela signifie que les fonctions que nous attribuons aux instances technique et économique (la production de « richesses ») ont été tout de même assumées tant bien que mal par la société. L'explication la plus plausible est donc que l'économie et le technique ont reflué dans le social, ou pour le dire dans les termes de Karl Polanyi, économie et technique ont été *réenchâssées*. Ceci se voit tant dans le phénomène de l'économie dite informelle que, plus générale-

ment, dans la persistance de la solidarité quotidienne. C'est cette forme de réponse par l'ingéniosité locale que j'ai tenté d'analyser dans mon livre « L'autre Afrique »¹¹⁷. Cette autre Afrique peut se caractériser par l'auto organisation sociétale, la logique du don et une certaine sagesse démocratique paradoxale.

L'auto organisation sociétale

(...) Les économistes se trompent largement en ne saisissant « l'informel » que sous l'angle de l'économie. La dynamique de ces sociétés vernaculaires se manifeste non seulement au niveau techno économique, mais aussi dans la création imaginaire et le bricolage d'une construction sociale. Si on y est ingénieux bien plus qu'ingénieur, entreprenant plutôt qu'entrepreneur, et industriel et non industriel, c'est précisément parce qu'on se situe ailleurs, en dehors du paradigme dominant.

La logique du don et la solidarité africaine

Ce fonctionnement de la société vernaculaire s'inscrit dans la persistance, voire la résurgence d'une certaine « solidarité africaine ». Les sociétés africaines ont ignoré longtemps l'individualisme et continuent assez largement à le faire en dépit de très fortes poussées des processus d'individuation¹¹⁸. L'impérialisme du social se manifeste à travers l'importance des relations de

¹¹⁷ Serge Latouche. *L'autre Afrique. Entre don et marché*, Albin Michel Paris, 1998.

¹¹⁸ Alain Marie, *Processus d'individuation dans les villes Ouest-Africaines*, Paris, Gremovia, Iedes-Cecod, 1994.

parenté. La parenté s'étend non seulement au groupe familial élargi, mais elle sert de moule dans lequel se coulent les relations d'amitié, de voisinage, d'association sportive, culturelle, politique ou religieuse, les rapports même de travail et les formes du pouvoir. Elle est réactivée et renforcée par les cérémonies, les cultes d'ancêtres, les liens à la terre, les relations avec le monde de l'invisible. Tout cela engendre la fameuse solidarité africaine qui n'a pas vraiment d'équivalent ailleurs.

Cette solidarité polymorphe résiste même à l'émigration et on peut l'observer jusque dans les banlieues parisiennes, chez les Maliens ou les Sénégalais, avec l'hébergement obligé des « petits frères », avec les transferts qui font vivre la famille restée au pays, avec les cotisations pour construire la mosquée ou l'école au village.

Cette très forte prégnance du social exclut l'isolement et l'incognito. Dans les cas les plus durs, elle est littéralement ce qui permet de tenir le coup. Elle est aussi la cause du succès et de la spécificité de *l'oeconomie* vernaculaire africaine. Les obligations de donner, de recevoir et de rendre tissent les liens entre les hommes et les dieux, entre les vivants et les morts, entre les parents et les enfants, entre les aînés et les cadets, entre les sexes, au sein des classes d'âge, etc. Elles biaisent fortement les *lois* du marché, limitent les méfaits des rapports marchands, assurent un minimum de garantie contre l'exclusion économique et sociale. (...)

Conclusion

L'après-développement sera nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social. L'objectif de la bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. En d'autres termes, il s'agit de reconstruire de nouvelles cultures. Cet objectif peut s'appeler *l'umran* (épanouissement) comme chez Ibn Kaldûn, *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi¹¹⁹, ou *bamtaare* (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs, ou « L'idéal de vie que les Borana appellent *fidnaa* ou *gabbina* (...) « le rayonnement d'une personne bien nourrie et libérée de tout souci »¹²⁰ ou de tout autre nom. L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous le nom de développement ou aujourd'hui de mondialisation. Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. Ces créations originales dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation ouvrent l'espoir d'un après-développement.

¹¹⁹ *swadeshi* : « terme indien popularisé par Gandhi : confédération de communautés villageoises autonomes dont la prospérité est assurée par une économie orientée vers les besoins locaux », Majid Rahnema, *op. cit.* p. 21

¹²⁰ Dah et Megersa in *Post-development reader*, cité par Rahnema, *op. cit.* p. 274.

Achevé d'imprimer en juin 2008
sur les presses de l'Atelier 26
26270 Loriol - France

A plus d'un titre éditions
4 quai de la Pêcherie
69001 Lyon
www.apluseduntitre.com

ISBN 2-952-67606-2

Reconnu pour ses analyses critiques du développement, et plus récemment pour ses livres sur la décroissance, Serge Latouche est également un connaisseur de l'Afrique. Voici tout juste dix ans, il publiait un ouvrage majeur sur la question : *L'autre Afrique, Entre don et marché*.

Ce recueil d'articles ou de conférences revient utilement sur la question de l'Afrique informelle, celle des naufrages du développement après la faillite économique de l'Afrique « officielle » : en 1998, la part de l'Afrique noire dans l'économie mondiale représentait moins de 2 %.

Dans cet ouvrage, des éclairages contrastés permettent de déchiffrer les rapports entre l'Afrique et la mondialisation, situant ainsi le continent africain par rapport à des débats contemporains, tels ceux sur la décroissance, non sans rappeler des questions plus anciennes, comme celle de l'aide au tiers monde. Souvent fondé sur des expériences de terrain, le propos de l'auteur tente de cerner comment « l'autre Afrique » peut être considérée en tant que « laboratoire de la post-modernité », c'est-à-dire une alternative viable à la débâcle économique charriée par la mondialisation.

A
PLUS
D'UN
TITRE



9 782952 676069

A plus d'un titre éditions
ISBN 2-952-67606-2
12,50 €